

# COMBAT BRETON

Kazetenn Emgann

**Nucléaire : ni ici, ni ailleurs !**



**La Bretagne n'est pas une poubelle,  
gardez vos ordures en France !**

**5 000 à Brennilis**

**&**

**1 000 à St Aubin**

**21, 22, 23 avril : marche pour l'indépendance**

## Skoazell Vreizh a besoin de vos dons

Il est grand temps de penser à aider Skoazell Vreizh.

L'urgence se fait sentir. N'oublions jamais que des familles de militants bretons emprisonnés ont besoin actuellement de votre aide.

Un geste par un chèque dans l'immédiat qui permettra à Skoazell Vreizh d'apporter le réconfort nécessaire aux familles des militants bretons emprisonnés, ainsi qu'aux militants détenus.

Vous pouvez fidéliser votre aide en nous demandant le formulaire de prélèvement mensuel, que nous vous enverrons par retour. Ne jamais oublier que sans Solidarité, il n'y aura jamais de Liberté.

Skoazell Vreizh, 3 stradae Aristide Briand, 44350 Gwennamm.  
Tél. 02.40.42.92.94. Fax 02.40.24.81.38.

## Ezhomm he deus Skoazell Vreizh eus ho skoazell arc'hant.

Poent-bras eo soñjal reiñ sikour da Skoazell Vreizh.

Mall-bras a zo ganeomp. Arlabt disoñjal o deus familhoù emsaverien ze ezhomm eus ho sikour e'hoazh p'emañ er-mare-mañ.

Grit un dra bennak, roit ur chekenn da Skoazell Vreizh a c'hellio a-drugarez deoc'h reiñ kalon hag ar pezh a zo ret da familhoù emsaverien vreizh-toullbac'het pe d'ar brezidiñ o-man.

En un doare realiek e c'hellit ho sikour ivez, o c'houlenn diganeomp e vefe kaset deoc'h ar baperenn dreuzvankañ miziek.

Na zisontit ket. Biskoazh ne vo trec'h ar Frankiz hep ar C'hengred.

Skoazell Vreizh, 3 stradae Aristide Briand, 44350 Gwennamm.  
Pez. 02.40.42.92.94. Pfr 02.40.24.81.38.

## Adresses des comités de soutien

- Bendez**  
45 stradae Sant Gweltas (St-Gildas), 56000 Gwened-Vannes. 02.97.46.59.42.
- Lorient**  
(Reun Le Diguerber), 22 rue Paul Eluard, 56600 Lanester. 02.97.76.78.57.
- Guingamp**  
(Juliette Aguetz), 02.96.43.61.19.
- Fougères**  
(Christian Georgeault), 02.99.98.88.87.
- Carhaix**  
(Fulup Kere), Fax, 02.98.93.20.06.
- Brest**  
chez Jean-Pierre Calvez, 02.98.28.40.51.
- Morlaix**  
16, rue de Paris, klub noz, 02.98.63.48.57.
- Rennes**  
21 bis Bd Chézy, 02.99.67.03.52.

Emgann. Emsav sokialour evit dieubidigezh vroadel Breizh. BP 71, 22202 Gwengamp - Pelleier : 02.96.44.09.24.  
Nouvelle adresse de notre site internet : <http://www.maxi-web.net/~emgann>

EMGANN, kazetenn EMGANN/Organs du mouvement EMGANN. Renner ar gazetenn/Directeur de la publication : Denez Riou. Responsable de la Rédaction : Hervé ar Beg. Moulter/Imprimeur : Imprimerie Henry Péderneg. Chomlec'h/Adresse : BPT1 - 22202 Gwengamp Cedex. Komant/Abonnement : 150 L. Bep miz/Mensuel CPPAP : N° 65604. ISSN : 0763 5392

# Emgann, pourquoi ?

Force est de constater qu'il existe en Bretagne, et ce malgré cinq siècles d'occupation et ce malgré une farouche volonté de l'état français de nier jusqu'à notre existence, un peuple breton.

Ce peuple est privé de ses droits démocratiques (en niant le droit à l'unité territoriale, le droit à parler sa langue, en occultant son histoire spécifique, en niant officiellement l'existence de notre peuple, en ne respectant pas son environnement...) et de ses droits nationaux (droit à s'administrer soi-même, droit à être représenté au plan international...).

À l'heure où plus que jamais les peuples subissent de plein fouet les effets du capitalisme le plus sauvage, nous réaffirmons la nécessité de construire, basée sur le partage des richesses, la justice sociale, la satisfaction des besoins réels de chacun et la solidarité internationale : en clair une vraie démocratie de proximité en Bretagne.

L'indépendance permettra au peuple breton de prendre en main son destin et garantira ses droits.

Le socialisme permettra au peuple breton de construire des rapports sociaux non basés sur la domination et l'exploitation.

C'est ce pourquoi Emgann (Mouvement de la gauche indépendantiste) lutte.

Dans ce cadre, Emgann (Mouvement de la gauche indépendantiste) contribuera, impulsera et participera à toutes les initiatives visant :

- à construire un pouvoir politique breton,
- à éveiller la conscience nationale du peuple breton,
- à satisfaire les besoins les plus immédiats des classes les plus défavorisées,
- à construire des liens, des échanges et des rapports économiques équitables et solidaires avec tous les peuples du monde en lutte pour la reconnaissance de leurs droits.



Bevet Breizh Dizalc'h - Photo L. Blomer

## Adresses des prisonniers politiques bretons

**Denis RIOU** - 58979 / E 315  
Maison d'arrêt -  
5, bd Alexandre Turpault  
78395 Bois-d'Arcy

**Alain Solé** - 888598  
E.P.S.N.S. - 1 Allée des Thuayas  
94261 Fresnes Cedex

**Gérard Bernard**  
3 G 28 - Bâtiment D4  
M.A.H. de Fleury-Mérogis  
7 Avenue des Peupliers  
91705 Ste Geneviève des Bois

**Bertrand Grimault**  
887 472 - 2ème division -  
Cellule 374  
Allée des Thuayas  
94261 Fresnes Cedex

**Arnaud VANNIER**  
272396 T / D2 / 138  
Maison d'arrêt de la Santé  
42, rue de la Santé  
75674 Paris Cedex 14

## éditorial

Une fois de plus, militants et sympathisants d'Emgann vont reprendre la route, pour la troisième marche pour l'indépendance.

Marcher pour un tel but, apparaît à certains comme vain, ou tout simplement trop radical, pas assez rassembleur.

Il est vrai que le niveau de conscience nationale en Bretagne reste bas, le degré de conscientisation du peuple breton vis à vis de ses droits démocratiques et nationaux reste insuffisant.

Qu'on le veuille ou non, la vie politique en Bretagne est particulièrement francisée, voire parisiennisée. Même nos «grands quotidiens régionaux» frémissent et renvoient leur «une» dès qu'un obscur politicien en fin de carrière semble envisager de peut-être faire acte de candidature à la candidature de la mairie de Paris.

Nos politiciens et notables locaux tout «Bretons» qu'ils soient, ne font rien pour dynamiser la vie politique bretonne, et ils semblent se satisfaire du statut actuel de la Bretagne, avec tout ce que cela sous-entend au niveau économique, social et culturel.

Ce n'est pas en agitant un Gwenn ha Du à chaque échéance électorale que cela changera en Bretagne. C'est un travail d'agitation permanent qu'il nous faut mener. La marche pour l'indépendance fait partie de ces événements politiques qui au-delà de leurs apparentes radicalités ancreront la gauche indépendantiste dans la vie politique, et surtout serviront à faire progresser la conscience nationale, feront comprendre au peuple breton la nécessité de lutter pour la construction d'un pouvoir politique breton. Ce n'est, bien sûr, que le tout début d'une longue marche.

Cette radicalité des slogans et des affirmations ne doit pas masquer le fait que la gauche indépendantiste doit être capable de faire des propositions intermédiaires, collant à la vie quotidienne du peuple breton, c'est également un des soucis de la marche, puisque cette année les militants d'Emgann auront à cœur de défendre leur point de vue sur la vie économique et sur l'histoire de notre nation.

Après la marche, cette volonté de pragmatisme se traduira par un investissement de fond et de longue haleine dans la construction d'une plate-forme électorale, que les militants d'Emgann entendent impulser, pour peser dans la vie politique bretonne aux municipales et cantonales de 2001, aux côtés de tous ceux et celles qui en Bretagne pensent qu'il y a un peuple et qu'il a des droits.

Tous à Morlaix le 22 avril !

EMGANN

## Politikerezh

# Opposition à la décharge de Mézières-sur-Couesnon : la nouvelle bataille de Saint-Aubin

Plus de mille personnes s'étaient rassemblées le samedi 25 mars 2000 à Saint-Aubin-du-Cormier pour protester contre le projet d'implantation d'une décharge d'ordures ménagères sur la lande de 6000 Bretons et 2000 de leurs alliés (Anglais, Basques, Gascons, Espagnols, Flamands) étaient morts en 1488 lors de la bataille de Saint-Aubin qui opposait les Bretons aux armées du Roi de France. La Bretagne avait perdu la bataille et perdrait son indépendance un peu plus tard.

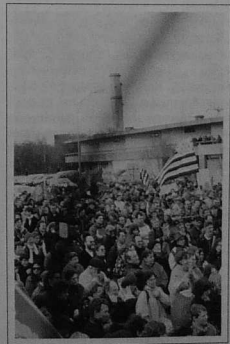
Ce samedi 25 mars, les raisons de manifester étaient multiples : historiques, politiques, environnementales, humaines, économiques. Cela explique sans doute l'hétéroclisme du rassemblement. Des membres du mouvement culturel breton étaient là au nom du devoir de mémoire. Des membres du mouvement politique étaient présents aussi pour réclamer l'octroi de plus de pouvoir aux Bretons afin de leur permettre de décider eux-mêmes des lieux d'implantation de leurs décharges publiques, par exemple. Le respect de l'environnement était également au cœur du débat. Comment en effet accepter un complexe semi-industriel de 32 hectares dont plus de 17 hectares consacrés aux déchets dans le pays de Couesnon. Les terres risqueraient d'être polluées par l'entassement des ordures ménagères (plus de 20.000 tonnes par an), les nappes phréatiques pourraient en pâtir et les champs alentours pourraient voir leur qualité décroître rapidement. Les raisons de ce rassemblement étaient aussi économiques et humaines. Six exploitations agricoles sont menacées. Le choix que le SICTOM (Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères) donne aux agri-

culteurs est le suivant : vendre leurs terres ou être expropriés...

## Sur-cumul de mandats

Evidemment, il est nécessaire de gérer les déchets produits par l'homme. Le traitement des résidus dans des structures tel qu'il est envisagé à Mézières-sur-Couesnon coûte moins cher que l'incinération et n'a pas le même effet négligeable sur l'air. Mais il a des conséquences non négligeables sur le reste de l'écosystème. En plus, le projet de décharge est un exemple de désinformation, de manque de transparence et de «magouilles» politiques. Ainsi, le président du SICTOM n'est autre que le maire de Saint-Aubin-du-Cormier, mais également le président de la Communauté de communes et le Vice-président du Conseil Général d'Ille-et-Vilaine. Bel exemple de démocratie, n'est-ce pas ?

L'argent n'est pas étranger à la volonté de certains hommes politiques



d'accueillir cette décharge. L'indemnisation actuelle serait en effet revalorisée d'au moins dix francs par tonne entreposée. En plus de ces pratiques qui s'apparentent à de l'achat pur et simple des hommes politiques de la région, il y a le problème du manque de transparence. Ainsi plusieurs sites devraient être en lice. Mais le maire de Mézières-sur-Couesnon (ami politique du président du SICTOM) a rapidement déclaré, sans consulter la population, que sa commune ne serait pas hostile à la décharge. Vous pensez bien que les autres maires n'allaient pas batailler pour accueillir la grosse poubelle, d'autant que les avantages économiques seraient finalement partagés par la communauté de communes entière. Les habitants de ce pays, que l'on croyait sans doute incapables de résistance, se sont peu à peu organisés. Des réunions publiques ont eu lieu dans plusieurs communes, des manifestations comme une opération escargot, ont été organisées dès l'an dernier.

Il a même été demandé l'organisation d'un référendum local sur le sujet. Le Préfet, honteusement tout puissant en la matière, a refusé. L'Etat français qu'il représente n'a que faire des préoccupations de devoir de mémoire des Bretons et de leur volonté de protéger leur environnement. Et, lamentablement, c'est ce Préfet qui aura le dernier mot. Pour lui, il semblerait qu'un kilomètre de distance entre le mémorial aux Bretons exigé il y a plusieurs années déjà et la future décharge est suffisant pour ne pas faire outrage au lieu chargé de symboles et d'histoire qu'est la lande de la Rencontre. Sauf que personne ne sait vraiment quel est le périmètre de cette lande. On peut tout de même dire sans trop se tromper qu'il s'étend très amplement dans la mesure où les batailles du 15<sup>ème</sup> siècle se déroulaient sur de vastes terrains. Les écrits concernant la bataille de Saint-Aubin l'attestent.

#### Ambiance festive

Pour l'une de ces raisons ou pour toutes à la fois, plus de mille personnes ont participé à la journée de protestation organisée par Mémoire et Dignité et l'Association Mézières Envi-

ronnement. Le pique-nique accompagné d'un groupe de musique yiddish et d'acteurs de rue ainsi que la manifestation rythmée par un bagad et un groupe de percussions brésiliennes ont montré que les Bretons savent s'organiser et réagir de manière ouverte et intelligente. Les

banderoles en breton affichaient fièrement cette volonté de résistance nourrie depuis longtemps.

Les nombreuses initiatives périphériques à cette manifestation aussi. Ainsi les artistes du pays de Mézières, main dans la main avec les paysans, ont érigé une sculpture de plus de 35 tonnes de granit coiffée d'une hermine d'acier et accompagnée d'un Gwenn-ha-Du flottant à 15 mètres de haut dans l'un des champs menacés par l'implantation de la décharge. La solidarité entre les exploitants agricoles et entre les habitants en général est palpable. Un mouvement s'est engagé. Les sculptures devraient être de plus en plus nombreuses et variées. Le courant ultra-positif de la manifestation était également palpable lors du fest-noz de soutien organisé le soir-même. La diversité des musiques (percussions brésiliennes, musique irlandaise, fest-noz...) et le mélange des populations donnaient à la soirée une joie communautaire : pas d'animosité d'esprit évidente et un bien-être non dissimulé.

#### Provocation de la gendarmerie : un chargeur dans la nature

Pourtant, à deux heures du matin, deux gendarmes sont venus pour ordonner l'arrêt des festivités. Après quelques minutes de discussion, les organisateurs pensaient avoir diplomatiquement réglé le problème : le fest-noz allait s'arrêter après deux ou trois chansons et la salle allait se vider gentiment de ses occupants. Mais au lieu de cela, c'est une provocation que le public a subi de la part des gendarmes. Les deux militaires



sont revenus quelques minutes après et ont ostensiblement garé leur véhicule devant la salle. Ce qui devait arriver, arriva : plusieurs participants à la fête, ayant trouvé ce comportement provocateur et gratuit, se sont dirigés vers les deux gendarmes, pensant sans doute en découdre avec ces représentants de l'Etat français.

Très vite, ce sont trois ou quatre dizaines de personnes qui ont encerclé les deux militaires. Très vite l'un d'eux, le plus jeune, a pris peur. Il n'a rien trouvé de mieux que de sortir son arme face à l'attroupement qui pourtant ne hurlait pas au massacre, loin de là. Très vite aussi, un coup est tombé sur sa main faisant tomber le chargeur de son pistolet. Plus vite encore, le jeune gendarme a pris ses jambes à son cou et est allé visiter la campagne bretonne dans la nuit fraîche de ce dimanche matin où il aurait mieux fait de laisser le fest-noz se terminer tranquillement, comme il avait commencé.

Alarmé, le plus vieux des deux gendarmes ne cessait de demander où était «son» jeune. Quelques petites claques et une bousculade, plutôt «douce», l'aurait fait comprendre que ceux et celles qui se trouvaient alors autour de lui étaient plus nombreux (vingt fois plus nombreux) que lui mais aussi plus intelligents. Au lieu de profiter de l'aubaine, de se venger de cette provocation et de tant d'autres subies depuis des années par les Bretons, les participants à l'intermède se sont contentés de faire peur à ces deux gendarmes ; leur signifiant que leur place n'était pas là et qu'il faudrait bien qu'ils comprennent cela un jour.

SO

## Les anti-nucléaires se mobilisent à Brennilis

C'est plus de 5 000 personnes qui ont manifesté le 19 mars (ils étaient déjà plus de 2 000 le jour précédent à Dinan) à Brennilis contre le nucléaire. Les manifestants ne sont en effet pas dupes : qui peut sérieusement croire que les soit-disants «experts» de la commission granit ne proposent que la création de simples laboratoires de recherche ? Les manifestants sont partis en cortège jusqu'à la centrale, où différents orateurs ont pris la parole. Ils ont notamment rappelé qu'après la droite (du temps de Plogoff), c'est maintenant la «gauche» qui veut imposer le nucléaire aux Bretons, alors que ceux-ci s'y sont toujours montrés farouchement

opposés. Ils ont réaffirmé leur refus global du nucléaire, en Bretagne comme ailleurs.

A l'heure où sort ce numéro, une manifestation est par ailleurs prévue le 15 avril à Quintin (le massif de Quintin, choisi par la commission granit, s'étend sur 12 cantons). Nul doute qu'après Plogoff et Le Carnet, les Bretons devront encore se battre pour faire reculer les tenants du nucléaire. Il est par ailleurs encourageant de voir que de nombreux



comités anti-nucléaires se constituent un peu partout, afin de riposter aux dictats des technocrates d'EDF, qui pratiquent le chantage à l'emploi ou promettent d'arroser de subventions ceux qui seraient prêts à accepter les déchets.

## Déchets radioactifs : gestion incohérente

Selon un rapport parlementaire du 9 mars sur «les conséquences des installations de stockage de déchets nucléaires sur la santé publique et l'environnement», la gestion des déchets issus des centrales nucléaires laisse à désirer. Le rapport propose d'aller progressivement vers la disparition totale des rejets radioactifs à l'horizon 2020, cela afin que la France soit en accord avec ses engagements internationaux. Le rapport préconise aussi une évaluation précise des stocks de déchets et un meilleur suivi épidémiologique. Selon Michèle Rivasi, députée en charge du rapport : «A l'heure actuelle, on n'a pas les outils d'évaluation pour mesurer l'impact des déchets sur la santé publique».



## OGM sous surveillance en Grande-Bretagne

Face à l'opposition d'une partie de l'opinion anglaise, le gouvernement a rendu publique courant mars la localisation de plus de soixante champs expérimentaux de cultures génétiquement modifiées. La liste est disponible sur le site du ministère de l'environnement ([www.detr.gov.uk](http://www.detr.gov.uk)). Ces cultures seront par ailleurs prolongées jusqu'en 2003, afin d'obtenir des résultats scientifiques sérieux concernant leur éventuelle nocivité. Le gouvernement décidera alors d'autoriser ou non l'exploitation d'OGM à la des fins commerciales.

Le problème semble intéresser de plus en plus la population britannique et son gouvernement, notamment depuis que Tony Blair a lui-même déclaré qu'«il n'y avait pas de doute que la nourriture et les cultures génétiquement modifiées comportent des dommages potentiels en termes humains et pour la diversité de l'environnement.»

R. LE DU

## EDF : Le nucléaire sans risques ?

Selon le rapport de la Direction de la Sécurité des Installations Nucléaires (DSIN) du 22 mars, EDF (qui exploite à l'heure actuelle 58 réacteurs) manque de rigueur dans les domaines suivants : protection du personnel face à la radioactivité, travaux d'entretien. Ainsi, suite à la tempête de la fin 1999, les pompes de refroidissement de la centrale du Blayais (Gironde) ont été inondées, alors que le rehaussement d'une digue, déclaré nécessaire depuis 1997, était programmé pour... 2002.

Concernant la protection du personnel, EDF ne se révèle pas plus performante. «Le poids des habitudes ralentit le développement des comportements de prévention, comme en témoigne l'irradiation à la centrale de Tricastin d'un technicien ayant pénétré indûment dans une zone interdite» selon André-Claude Lacoste, directeur de la DSIN. Cela avait eu lieu en mars 1999.

La DSIN note aussi que dans le contexte actuel de libéralisation au niveau européen (en Grande-Bretagne, certaines centrales ont divisé leurs effectifs par deux), la surveillance d'EDF devra être accrue.

Au deuxième semestre 2000, la DSIN rendra son avis sur la sûreté du prototype EPR, destiné à remplacer les anciennes centrales.

## Gwaskerezh

# Sur le front antirépressif...

Après le succès de la manif de Rennes le 11 mars, les comités de soutien aux prisonniers politiques bretons regroupés dans la CARB ont continué le travail politique de soutien en étroite collaboration avec Skozzell Vreizh qui prend en charge les frais de justice, les mandats et le soutien aux familles des prisonniers. Le comité de soutien de la région bretonne a édité un CD de soutien afin de collecter des fonds, plus d'une dizaine de groupes musicaux très divers ont donné un titre afin de soutenir nos compatriotes et leurs familles, du K'n'n au Diskan au Punk Hard-Core, en passant par le techno et la musique à danser ou expérimentale. Une initiative originale qu'il vous faut soutenir au plus vite en passant vos commandes au **02.96.51.99.99**.

**A Lorient** le samedi 26.02. une journée entière a été consacrée à informer la population locale sur la situation des prisonniers, de nombreux artistes sont venus se produire bénévolement. Il faut rappeler que deux des cinq incarcérés sont originaires du pays de Lorient ainsi qu'un des incarcérés remis en liberté. Le dimanche 26 mars, un repas de soutien a rassemblé une quarantaine de personnes dans une ambiance conviviale. Par ailleurs, les militants de ce comité ont écrit à Fabius et Lang (avant le remaniement ministériel) pour attirer leur attention sur les conditions de détention des prisonniers bretons, particulièrement à Fleury-Mérogis où le courrier est régulièrement censuré, particulièrement les revues en langue bretonne et les articles de presse relatifs au débat sur les prisons.

Les deux députés du PS ont fait savoir que le courrier avait été transmis à la commission parlementaire chargée des prisons. Une initiative simple qui nous encourage à continuer dans le monde et OF.

**A Nantes**, le comité local de la CARB a tenu une table ronde le samedi 26.02.2000. Le comité de soutien aux prisonniers politiques bretons présents a consacré une chanson

aux prisonniers bretons. Dans la foulée, près de 2 500 tracts seront diffusés dans les foyers, les marchés et dans les fest-noz. Une trentaine de personnes ont assisté à une réunion d'infos le 4 avril en présence du président de Skozzell Vreizh. A l'issue de celle-ci, près de 1 000 F ont été collectés.

**Le comité de Vannes** organisera le 19 mai une soirée en soutien aux prisonniers en présence du président de Skozzell Vreizh, avec projection de film et débat. Vous pouvez téléphoner au 02.97.46.59.42. afin de connaître le lieu.

**Le comité de Paris** continue son travail d'animation le vendredi soir sur radio pays. Un travail peu connu mais très important pour les prisonniers et leurs familles. Tous les vendredis à partir de 22h30 vous aussi vous pouvez téléphoner aux prisonniers et leur consacrer un morceau ou leur donner des nouvelles du pays. Téléphonnez au 01.48.59.22.12. Le 7 avril des militants du comité de Paris ont pris la parole lors d'un meeting de solidarité avec les militants du groupe FTP de la région de Marseille (Occitanie) actuellement incarcérés et incipés pour avoir fait sauter plusieurs locaux du Front National.

**Skozzell Vreizh** a tenu son AG à Karnez le 25 mars, le conseil d'administration a été renouvelé partiellement. Par ailleurs, il a été fait un point sur les relations avec les avocats et sur les relations internationales. Le Secours Breton a par ailleurs édité une nouvelle cassette vidéo relative à son trentième anniversaire qui s'était déroulée en juin 1999 à Karnez pendant deux jours. Vous pouvez le commander en écrivant à **Skozzell Vreizh, Heuleun warn, 3 rue Aristide Briand, 44350 Gevernann, Sables également que Skozzell Vreizh édite un bulletin d'infos (Kannadig) disponible à la même adresse ou par téléphone 02.41.42.92.94.**

## Kannadig Skozzell Vreizh - Bulletin d'information de Skozzell Vreizh

Il y a plus d'un an passait le Kannadig N°3 dans lequel nous lançons une souscription, à la demande de plusieurs personnalités du mouvement culturel breton, pour la famille d'Hervé Kerran qui venait de décéder. 39.770 F ont été versés à Skozzell Vreizh, qui a fait parvenir cette somme aux destinataires. La famille d'Hervé nous a demandé de remercier les donateurs.

Comme vous devez le savoir, huit Bretons ont été incipés - cinq sont incarcérés dans les prisons parisiennes. Après étude des dossiers par notre commission de prise en charge, «comme pour toutes personnes qui demandent le soutien de Skozzell Vreizh», la commission (5 membres de Skozzell Vreizh) a décidé de prendre en charge les incipés et d'aider, selon nos possibilités, leurs familles.

Depuis les dernières arrestations, les incipations et les emprisonnements, nous avons ressenti un élan de solidarité. 82 nouveaux virements mensuels sont venus rejoindre les donateurs. De nombreux Bretons, Bretonnes et Amis des Bretons embastillés et de leurs familles nous ont apportés une aide financière non négligeable, ce qui, nous a permis de faire face aux charges multiples qui se sont présentées : pécule mensuel aux prisonniers (400 F par mois, doublé le mois dernier) - nous avons aidé un enfant d'incipé en versant à un organisme une somme, afin qu'il puisse aller avec ses camarades d'école en classe de Découverte à Groix - nous avons aidé des associations culturelles à récupérer leur matériel informatique, enlevé par la police... [Depuis le début de l'Affaire de Pélevo, nous avons réglé la somme de 142.255,64 F en frais d'honoraires d'avocats et d'huissiers, car l'instruction des dossiers des délinquants est commencée.

Malgré les aides que nous vous avez apportées, nous avons dû ce mois-ci piocher dans nos réserves : l'espérer que de nouveaux secours vont arriver afin de pouvoir tenir jusqu'au bout du dossier actuel. Je m'excuse d'insister mais, si vous décidez aujourd'hui de mettre en place un prélèvement mensuel, ce geste, non seulement aidera notre association à gérer au mieux la crise actuelle mais lui

permettra, quand le calme sera revenu, de reconstituer sa réserve financière. Une réserve indispensable pour gérer plus sereinement ses actions humanitaires auprès de nos compatriotes et de leurs familles dans ces moments difficiles que nous vivons. La répression menée en Bretagne, par un Etat Centralisateur ne voulant pas admettre le Droit à la Différence.

J'aimerais vous parler de nos actions qui ne sont qu'humanitaires, ce qui dérange sans doute un certain nombre de personnes, minoritaires certes, mais qui diffusent de fausses nouvelles - nous n'accordons notre soutien qu'aux personnes qui se déclarent «indépendantistes», ce qui est faux. Est-ce que l'on vous a posé cette question vous, qui avez hébergé des Basques, vous que nous avons soutenu moralement et financièrement, et vous que nous avons aidés dans vos démarches pour que votre prénom Breton choisis par vos parents, refusé par l'administration, soit enfin sur vos papiers officiels ? Non bien sûr, alors pourquoi certaines personnes très mal intentionnées lancent-elles ces faux bruits et dans quel but ? Personnellement je suis profondément peiné de ces commérages, je me pose une question : à qui profitent ces ragots ? L'on peut y répondre facilement : à nos ennemis

## Du nouveau à la DGSE

C'est le jeudi 23 mars que Jean-Pierre Pochon a été nommé à la direction de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure. A la tête de ce service, il est en charge de centraliser tous les types de renseignements : militaires, politiques, économiques et technologiques. Agé de 55 ans, ce policier est bien connu pour avoir, dans les années 1970 et 1980, travaillé à l'extrême gauche, et principalement Action Directe. Le groupe mettra d'ailleurs sa tête à prix («Ma tête a été mise à prix... Des affiches ont été placardées dans Paris avec le photo de Farrellet de Mangin, où l'on voyait mon visage. AD savait tout de nos stratagèmes» déclare Pochon dans Libération du 25 mars 2000). Aux FGA à partir de 1979, il est chargé de la section recherche antiterroriste. Dans les années 1980, il travaille à la DST (Direction de la Surveillance du Territoire), occupant des pays de l'est. Si on trouve aujourd'hui à la tête de la DGSE, c'est pour occuper un rapprochement entre ce service et la DST. Avec pour mission donc de centraliser le renseignement extérieur et intérieur.

R. LEDU

## Sortie du disque FUSION MUSIK Saint-Brieuc

(soutien aux Prisonniers Politiques Bretons)

Entre 98 et 99, plusieurs bretons sont arrêtés par la police pour avoir hébergé des indépendantistes Basques... dont aucun n'a été mêlé à des actions terroristes ou quelque violence. Pour la plupart, ces nouveaux détenus politiques bretons sont dans une situation financière critique et ils ne peuvent actuellement plus subvenir aux besoins de leur famille ou s'assurer une défense correcte auprès d'avocats compétents.

C'est afin d'aider et de soutenir ces prisonniers quelques mois avant leur procès que 18 groupes de Saint-Brieuc se sont regroupés, pour que leur musique dépasse son cadre festif et s'impliquent dans le contexte social de leur région.

Ans, sans soucis de couleur, d'appartenance politique ou de style musical, ces 18 formations de tous horizons (traditionnel, rock, punk, psychédélique), ont offert un de leur titre (médi) au projet «Fusion Musik», dont tous les bénéfices générés seront reversés à un fond de soutien aux prisonniers et à leurs familles.

Un soutien dont la coordination est assurée par Skozzell Vreizh (Secours Breton) fondé il y a plusieurs années par Xavier Gall, Yann Chouzy et le Scoustez.

Fusion Musik est donc la résultante d'un acte spontané, qui a su retenir sans prétention, guitares électriques, chants de marins, sonneurs et tout ce qui fait la richesse émotionnelle de la Bretagne.

80 F, 18 titres, chez Errances, 21 place Duguesclin 22000 Saint-Brieuc

Comité de soutien de Saint-Brieuc  
Philippe MEVEL - Le Parc Laurent - 22440 TREMUSON  
02 96 76 75 14

de Bretagne et de l'Hexagone, à ceux qui souhaitent que Skozzell Vreizh meure, afin de déstabiliser nos familles et les militants poursuivis.

Certaines personnes nous reprochent de soutenir Emgann ! Eh bien non, nous ne soutenons pas Emgann, mais des militants bretons poursuivis par la justice française et nous aidons leurs familles. Quand des personnes ont été poursuivies, également par cette même justice d'exception, pour avoir hébergé des Basques, nous ne nous sommes pas posés de questions pour savoir qui elles étaient, sans hésiter nous avons tout fait pour les aider. Merci à vous qui recevez ce Kannadig, car vous avez été, vous êtes parmi les donateurs qui soutenez nos actions, qui permettent qu'une Solidarité éprise de Liberté rende possible les actions humanitaires de Skozzell Vreizh. **BUT Unique de notre association.** A gagner écrit Breizh.

Par LOUÏET Président



R. LEDU

## Yer

# Afer Bourgoin

## Pennad-kaoz gant ur saver yer

**C.B. : Pennao eo kroget an afer-se ?**

«Peogwir B.A.S.D. ne beare ket Breizh Production, ar re-mañ a zo aet d'an traon diouzh-tud. Ha peogwir e kemere Breizh Production tout e voued digant Breizh All, Breizh All zo aet d'an traon kerkent. Ha goude eo bet tro ar re a labour e-barzh an transportoù (= dezougen) evel L.E.D.T. e-barzh Gwerliskin. Se 'zo kaoz ez eus pres da gaut unvan bennaket da adkemer ar yer. Met n'eo ket brav lakaat tud ne n'emglevont ket da errouda da gaut un dis-koulm d'an afer.»

**C.B. : Petra eo dre just sistem ar «integration» ?**

Nimp a labour gant Breizh Production a bourveze ar yer hag ar boued yer deomp. Hag e d'amp paet evit sevel anezhe. Da lazet eo e oa war hon choug ar gaz, an tredan, al louzou. Ha paet e veze ar yer deomp war lerc'h diouzh o fouez. Ar sistem-a ken da erod mat abaoe un nebeut bloavezhioù zo. Ha wechou pa veze falloch'jeu ar yer, e veze diskennet deomp hon fae ha pa veze gwelloc'h e veze adsavet. Hag er mod-se e oa moaien da c'hoari. Met bremañ ma n'eus ket a v'archad ken da werzhañ ar yer ha ma ne n'em glev ket ar re a zo sañset ober ar vicher lazhañ anezhe ha gwerzhañ anezhe, aze eo fall tre an traou.

**C.B. : Ha bremañ n'eus ket a yer ken e-barzh ar menajoù-ye ? Peseurt mod a ritreuze ?**

Bremañ n'eus ket yer ken e-barzh ar poulaouer. Betek an 31 a viz meurzh e oa bet kontant UNICOOPA da bremañ ar yer a chome. Goude n'ouzer ket peseurt mod e vo kont.

**C.B. : Petra a vefe ar gwellañ d'ober bremañ ?**

Peogwir n'eo ket kap UNICOOPA ha Bourgoin d'em glevout, eo poent dezhe en am spered. Ma 'z eus unan a zo kontant da adkemer ar stal ha da baañ e lod d'egle eo se an dis-koulm gwellañ. UNICOOPA a vefe prest da adkemer an hanter eus ar saverien yer a labour gant B.A.S.D. (Bourgoin). Hag evit pezh a sell stal lazhañ yer Gwiskriv e vefe prest ur c'hooperativ all, Le Gouessant, da adkemer o saverien yer vev. M'alcuzamant ne vo ket adkemeret an holl saverien yer en dro. Evit ar re a labour gant B.A.S.D. un tregont bennak a zo en risk da chom war bord an hent. Lod a chello chom a sav gant sistem ar «pré-retraite» met pas an holl tud.

**C.B. : Laret 'vez e vez produet kalz re a yer e Breizh ?**

«Pas re warfenn met an daou vloaz a oa aralc'h e oa savet kalz re a boulaoueroù. Ha dalc'h e veze da sevel goude ma ouied a-walc'h e oa an traou en vont da fall.»

**C.B. : Ne vefe ket gwelloc'h mont war micher ar yer «label».**

Tout an dud a lavara-se. Pezh zo, tout an dud n'o devez ket aes da bremañ ar seurt yer-se. Ne dalvez ket ar boan produer ur seurt yer n'eo ket kap an dud da bremañ peogwir int re ger. Bezañ a zo ar re o deus ur familh vat da sevel hep re ar charchant ha bezañ a zo ar re a zebz yer n'int ket bet choazet gante evel e-barzh an uziniou, an tiez-ougen...

**C.B. : Gwir eo, evit afer-se, n'eo ket an hevelec'h kalite ?**

Moarvat n'eo ket memestra ul loen a zo savet en ur miz hag unan a zo savet e daou viz pe dri... Ma ma vez savet er-maez eo gwelloc'h c'hoazh. Evel ar reoù all en em gavomp da zebriñ yer eus hon stal ha gwelloc'h e vezont na c'hallomp leuskel anezhe er-maez e-pad ur miz pe daou. Me' g'ev din eo ar gerjener a re ar miuñ ar blaz a vez e-barzh ar plad ha n'eo ket ar yer !

**C.B. : Bet o'h o vanifestin e-barzh uzin Farmstead (Bourgoin) e Gwen-gamp. Perak ?**

Giant Farmstead e vez labourer kit yer na zeu ket eus ar vro ha koulskoude omp tost diouzh stal Gwerliskin. Trist eo gwelloc'h er rod dezhe Kemer kit eus Breizh pe Hong-Kong ! Met bet omp souezhet o welout ne oa mann ebet ken e-barzh ar stal. Rinset 'oa tout an traou. Ha klevet meump tud o larout e vo graet «foet boutik» gant Farmstead ivez... met se n'eo ket sur. Met trouz a zo bepred.

**C.B. : Ha bremañ neuze peseurt mod e welez an traou ?**

Bremañ ez eur kroq da grompen e oa preparat an jeus pe pell 'zo. Abaoe ma oa falloch'an traou e oa Bourgoin o'h en em breparañ d'ober «foet boutik». Etre ar pezh a vez laret hag ar wirionez ez eus un tamm mat a hent.

Pas mont re fonnus bremañ. Ret eo gortoz ar pezh a vo lavaret gant ar varnerien. Sur a-walc'h e vo start ar jeus e-pad ar bloaz-mañ c'hoazh. Marteze e vo ret chench ar mod da sevel ar yer met ret e vo derc'hel hon micher en he sav. Bezañ a vez dalc'hmat mareoù falloch ha mareoù gwelloc'h. Koñvers ar yer a zalcho evit afer-se.

# Le poulet bat de l'aile, les éleveurs trinquent

Encore une fois, les éleveurs bretons sont soumis à la douche écossaise. Après la crise de France Volailles en 1996, des centaines d'éleveurs sont aujourd'hui au bord du gouffre, après le dépit de bilan de l'exploitateur Bourgoin S.A.D.

Après les arrestations, les gardes à vue de nombreux Bretons en automne, la catastrophe de l'Erkaic'h hier, la Bretagne est une fois de plus méprisée. Les éleveurs de poulets font les frais du libéralisme sauvage, tout comme des milliers d'autres travailleurs en aval de B.S.A.D. Toute une économie s'effondre en deça des éleveurs - abattoirs, producteurs d'aliments, transporteurs...

Tout ceci ne doit pas cacher les réelles responsabilités de l'industriel Bourgoin, les complètes à un haut niveau de l'état français et des choix de production intensive de produits bas de gamme. Mais aussi une stratégie industrielle de concentration des pouvoirs, de domination économique centralisée, et le désengagement de l'état français face à l'économie américaine, qu'elle soit économique ou culturelle. Seul crédo : la mondialisation du profit maximum, en un temps minimum.

Aujourd'hui B.S.A.D. a accusé les Etats-Unis, la Chine ou le Brésil d'être à l'origine de la crise du poulet à cause de leur prix de revient à la production. Ce ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. La famille Bourgoin insulte les travailleurs bretons - elle pratique les cadences infernales, les bas salaires et la précarité dans ses usines. Rappelons aussi que le 7 avril sera rendu un jugement sur la gestion à l'emploi de salariés pour l'entretien de la villa de M. Bourgoin, ce qu'on appelle aussi abus de biens sociaux.

Au plan local, des comptes doivent aussi être rendus. L'aérodrôme de Guersiff n'a pas été aménagé pour desservir les 700 travailleurs de la Challoirne, mais uniquement pour le seul profit de Bourgoin and co. Le SIVU (syndicat intercommunal) qui regroupe six communes (Gueriff, La Saint, Pizze, Berné, Soaré, St Thuriaul) a dû emprunter le quart des 20 millions de francs nécessaires à l'aménagement, le rallongement de la piste pour le jet de Monsieur. Le conseil général de la région ont apporté 4 millions de francs chacun, le conseil général du Finistère complétant avec un million. Une fois de plus, l'argent public ne sert que les intérêts d'industriels privés peu soucieux et douteux. Ajoutons à tout cela les 1,8 millions du F.N.A.T. (Fonds National de Développement et d'Aménagement du Territoire) et la participation du FEDER Europe pour trois millions.

A Emgann, nous exprimons publiquement (sans cacouie) que nos impôts ne doivent pas servir à financer ce genre de productions, ni ces investissements ruineux pour la communauté. Le peuple breton doit prendre en main la gestion de son avenir, et décider de ses intérêts politiques et économiques.

Ce n'est pas les quelques milliards de qualité, respectueux de l'environnement et de la santé des hommes. Qui au maintien et à l'installation d'élevages à dimension humaine, pour un développement rural harmonieux. Ou à des emplois de qualité.

Ce ne sont pas les quelques milliards empruntés à une banque italienne qui effaçont la note très salée des impayés, tandis que les éleveurs doivent faire face à l'intransigence des banques.

Aujourd'hui, paysans, travailleurs, éleveurs, refusons la main mise des capitalistes vevs sur l'économie de notre pays, refusons la soumission. Ecrivons debout pour une Bretagne libre.

Rein LE DUEFFER

## Crise du poulet

### Bourgoin s'en tire, les Bretons perdent les plumes !

**Dépôts de bilan, redressements judiciaires, cessation d'activités, licenciements et faillites pour des centaines d'aviculteurs...** Difficile de tirer le bilan du séisme subi de plein fouet par l'aviculture bretonne suite à l'affaire B.S.A.D. filiale du groupe Bourgoin.

Tout a commencé par le dépôt de bilan de Bourgoin S.A. Distribution qui emploie 3 340 personnes dans 9 usines, dont deux en Bretagne. Cela représente 75% du groupe Bourgoin, numéro deux du poulet derrière Doux basé à Châteaulin.

Plusieurs explications sont avancées. Tout d'abord un énorme endettement d'un montant oscillant entre 500 million selon Corinne Bourgoin, P.D.G. du groupe, et 1,3 milliard selon d'autres sources. S'y ajoute la crise du marché du poulet gravement atteint par l'affaire de la dioxine belge. Enfin la baisse d'un tiers des aides à l'export, les fameuses restitutions, depuis les accords de Marrakech signés en 1994 sur la pression des Etats Unis.

Ça n'empêchera pas tout un chacun de s'interroger sur la gestion de la crise par le groupe Bourgoin. Comment expliquer en effet le dépôt de bilan de la société Breizh Production (B.S.A.D.) à peine trois mois après sa création ? Certains n'hésitent pas à parler de coup prémédité par l'industriel qui veut se débarrasser sans risque du maillon faible de son activité, à savoir le poulet-export pour ne garder que les secteurs rentables. «Bourgoin nous a trompés», s'indignent les salariés des entreprises mises en liquidation. «Un dépôt de bilan parfaitement organisé», renchérit le directeur général de Coopagri-Bretagne, qui a perdu 50 millions de francs dans cette affaire, en raison des liens qui unissaient son activité à celle de B.S.A.D. «La famille Bourgoin, septième fortune de France a choisi de faire payer ses échecs par les Bretons», déclare de son côté le syndicat agricole FDSA.

Il sera quand même permis de faire remarquer à ceux qui aujourd'hui rient au scandale, qu'ils y avaient bien trouvé leur compte quand l'activité du poulet-export était des plus florissantes. Cela concerne bien sûr Coopagri-Bretagne, mais également «Le Gouessant» à Lamballe tout comme six autres coopératives de l'Hexagone qui envisagent de se constituer en association, afin de récupérer les 400 millions de francs volés par Bourgoin selon leurs déclarations.

Cette crise remet en cause le système de l'intégration qui fait de l'éleveur un travailleur dépendant du groupe qui lui livre les poussins en s'engageant à les lui acheter une fois obtenu le poids prévu

pour l'abattage. Malgré son statut de travailleur indépendant, il se retrouve dans la situation d'un salarié, sans droits mais les charges en plus.

Si Bourgoin s'en sort, les victimes de ce séisme se comptent déjà par centaines. 25 salariés chez «Breizh Aliment» à Plouénérin, 34 chez «Breizh Production», 97 à l'abattoir Feillet à St Carreuc qui travaillait à 80% pour le groupe Bourgoin, 92 à la société de transport L.E.D.T. de Guerlesquin... La liste n'est pas finie qui s'ajoute aux 213 chômeurs de l'abattoir Sabco-Plouay qui a fermé ses grilles comme prévu le 31 mars.

Du côté des éleveurs, les créances s'accumulent, conduisant à des situations insupportables. En tout premier lieu pour les 206 producteurs qui fournissaient «Breizh Production». Les dettes auprès des éleveurs sont d'ores et déjà estimées à 22 millions de francs. Il ne leur reste plus qu'à chercher d'autres contrats d'approvisionnement avant de faire eux-mêmes faillite. Le Gouessant et Unicipa seraient disposés à reprendre une partie des producteurs lâchés par Bourgoin, mais certains resteraient au bord de la route.

Enfin, d'autres incertitudes demeurent

Emgann, Mouvement de la Gauche Indépendantiste, propose un ensemble de mesures immédiates et à moyen terme pour sortir les aviculteurs de la crise.

- Réduction du parc de bâtiments d'élevage par des aides à la cessation d'activités basées sur des critères sociaux et environnementaux, notamment orienter prioritairement les aides vers les élevages situés en zones d'excédents structurels, riches en nitrates.
- Mise en place d'un moratoire et d'un plan de maîtrise de la production, seul rempart contre les responsables de la surproduction.
- Sanctionner les groupes industriels qui ne respectent pas la loi-cadre des contrats d'intégration, et taxer ceux qui, au nom du libéralisme sauvage, délaissent les éleveurs et les travailleurs bretons pour aller s'installer dans d'autres pays en reproduisant une économie para-coloniale.
- Réquisition de tous les biens et comptes de Bourgoin afin d'épurer la dette au profit des salariés, des PME et aviculteurs.
- Suppression des dettes envers les banques et particulièrement le Crédit Agricole qui s'est enrichi sur le travail des agriculteurs et a favorisé le développement du productivisme, pour son très grand profit.
- Encourager la mise en place de filières de volailles certifiées et de qualité.
- Orienter les aides vers l'impulsion d'une aviculture plus autonome et économe, c'est à dire taxer les pollueurs et les destructeurs de l'emploi et du tissu rural au profit de ceux respectant l'environnement et favorisant l'emploi et le développement rural.
- Encourager les Groupements d'Intérêt Economique permettant une meilleure défense des aviculteurs «intégrés».

comme l'avenir de l'abattoir Tilly-Sabco de Guerlesquin contrôlé à parts égales par Unicipa et Bourgoin. Les premiers sont prêts à le reprendre pour le franc symbolique, tandis que Corinne Bourgoin fait monter les enchères et le temps.

Comment sorti de cette crise ? L'Une des pistes consiste à diminuer considérablement le nombre et la surface des élevages qui n'ont cessé d'augmenter depuis 5 ans. Cela passe par une politique de maîtrise de la production afin de garantir la rémunération des producteurs et de gérer les contraintes environnementales. Une autre piste tend à délaissier le poulet-export et s'orienter vers le poulet de qualité label. Mais comment imaginer de reconvenir les 300 000 tonnes de poulet-export sans casser le marché du poulet certifié ? Même si les consommateurs interrogés disent privilégier le «label», combien seraient-ils, pour des raisons financières évidentes, à payer plus cher demain ? Dans l'attente ce sont toujours les mêmes qui payeront les pots cassés des restructurations des grands groupes, qui n'hésitent pas à délocaliser leur production tout en s'en défendant, à l'instar de Doux au Brésil. Une fois encore, les Bretons sont les dinos de la farce. Faute de pouvoir politique à même de défendre réellement leurs intérêts, ils devront subir le bon vouloir des Bourgoin et autres patrons de la finance et des banques.

Yann GARDUNER

## Principes de la monnaie distributive

Pour expliquer le fonctionnement d'un système basé sur la monnaie distributive, il faut se reporter aux travaux réalisés tout au long du siècle par Jacques Duboin. Il explique que les règles économiques aujourd'hui en fonction ont été établies dans une période qu'il a appelée «ère de la rareté». Si l'on doit définir cette «ère», on peut parler de période dans laquelle il était nécessaire de produire de plus en plus, et à moindre frais, pour éviter de tomber dans une situation de pénurie. Parallèlement à cette production en existait une autre qui consistait à produire des objets rares dans le seul but de les vendre cher, sans tenir compte de critères tels que leur utilité ou leur nouveauté. Dans ce type d'économie, le premier rôle est donné au producteur puisque c'est lui qui maîtrise la création des richesses. De ce premier principe en découle un second. Il est considéré, suivant ce système, que le seul et unique remède pour enrayer les crises de chômage est la création de nouveaux besoins créant ainsi de nouvelles productions et donc de nouveaux emplois. C'est ainsi que la société occidentale d'abord, et mondiale par la suite, s'est engagée dans une croissance productiviste qui, socialement, a les conséquences désastreuses que nous connaissons aujourd'hui. Le travail n'est plus compté en temps de production et le salaire qui en découle ne garantit pas à tous l'assurance de pouvoir vivre. Les pays industrialisés produisent de plus en plus de biens et de services avec de moins en moins de main d'œuvre. Il en résulte que les problèmes ne sont plus liés à la production mais à la distribution des richesses produites.

### Quelle révolution technologique ?

Dans l'esprit de J. Duboin, la révolution technologique doit être utilisée de telle manière qu'elle conduise à une libération de l'humanité. Il est bien évident que ce projet implique un véritable bouleversement dans les relations économiques. Ce principe figure dans bon nombre d'idéologies qui ont vu le jour au cours des deux derniers siècles, en même temps que se développaient les technologies à un rythme toujours croissant. La différence, dans le projet de J. Duboin est dans le contrôle de la monnaie. Sans créer de monnaie parallèle, il s'agit de lui donner un autre rôle, qu'elle serve de gage sur les richesses qu'elle permet d'acheter. Elle deviendrait un instrument de distribution des richesses dans une société dont le fonctionnement serait pensé différemment. La monnaie étant l'outil de la politique économique, elle doit être contrôlée sur les critères issus de la consultation sociale. Contrairement à notre époque où la politique n'a plus la maîtrise de la monnaie qui est contrôlée par les possesseurs de la maîtrise des richesses.

### L'aberration monétaire

Une grande partie de notre système monétaire fonctionne sous forme de dette. Auparavant, lorsque l'on voulait s'acheter tel ou tel produit ou s'offrir tel ou tel service qui dépasse les possibilités monétaires d'un salaire, il fallait économiser jusqu'à obtenir la somme prévue. Aujourd'hui, suivant certaines garanties fournies au possesseur, on peut obtenir l'argent immédiatement. Il s'agit là d'une dette. L'organisme bancaire consent un prêt, un crédit à un client qui se traduit par une ligne de compte. Le bénéficiaire utilise alors l'argent de ce compte à effectuer toutes sortes de dépenses, d'achats. Le problème est alors le remboursement de ce crédit. Qu'il soit accordé à une entreprise ou à un particulier, il est soumis à un taux

d'intérêt. Celui-ci peut aller d'un simple taux de principe jusqu'aux pratiques usurières. Les achats vont donc dépasser leur simple valeur. La croissance devient alors indispensable tout comme la rentabilité. Le remboursement doit être effectué dans les délais par tous les moyens, sinon le coût en devient supérieur. Cela conduit à «faire de l'argent» par tous les moyens, licites ou illicites, au mépris des conséquences. C'est le productivisme imposé à la société et s'est traduit récemment par des affaires aussi importantes que le sang contaminé, le poulet à la Dioxine ou, plus près de nous encore, par l'accident de l'Enrica et une nouvelle mare noire.

### La valeur de la monnaie

Depuis sa création et jusqu'à une époque récente, la monnaie était une marchandise d'échange intermédiaire dotée d'une valeur intrinsèque. Il s'agissait, le plus souvent, de pièces d'un métal précieux émis en quantité limitée et d'une valeur attestée par une autorité reconnue. Ce fonctionnement accordait un pouvoir mesuré à ceux qui possédaient les mines d'ou le métal était extrait. Mais la production de monnaie n'a pas suivi l'évolution des échanges commerciaux qui se sont multipliés plus rapidement. Il a donc fallu trouver des «rallonges» à la monnaie métallique. Il y a donc eu la création des assignats, puis du billet de banque et enfin la monnaie bancaire qui constitue aujourd'hui 85% de la masse monétaire. Ces monnaies qui, au départ, correspondaient à un véritable dépôt sont maintenant basées sur des reçus fictifs. Pour employer un terme à la mode, l'argent est virtuel. La monnaie est définie généralement par trois critères. Elle est un moyen d'échange, un étalon de valeur et une réserve de valeur. Or l'évolution monétaire fait que la monnaie ne peut plus être considérée comme une réserve puisque son émission n'est plus réalisée en fonction d'un étalon. Sa valeur peut donc changer à chaque instant. La spéculation trouve là son terrain de jeu favori.

### Qui crée la monnaie ?

La création de la monnaie est la clef de l'économie. C'est là, à la base, un droit régalien, attaché à la souveraineté royale. Le passage à un régime républicain n'a pas transmis ce pouvoir au peuple. Aujourd'hui, ce sont les banques et les organismes de crédit qui déterminent le montant et les bénéficiaires de la quantité de monnaie mise en circulation. Un expert monétaire, Maurice Allais, explique qu'actuellement le crédit est fondé sur une couverture qui ne concerne qu'une partie des dépôts, sur la création de monnaie ex nihilo, c'est-à-dire basée sur du rien et sur l'utilisation à court terme de fonds empruntés à long terme. Les pouvoirs publics sont donc en grande partie dépossédés du rôle de grands argentiers puisqu'ils ne maîtrisent plus les mécanismes de création et de distribution de la monnaie.

### La monnaie distributive

Pour éviter toute forme de spéculation, l'idée serait de créer une monnaie qui ne sert qu'une fois. La masse de monnaie mise en service est égale au produit intérieur brut d'une collectivité donnée. Il y a ainsi suppression de l'inflation et de la déflation. Le pouvoir d'achat des consommateurs est alors strictement égal au montant des achats offerts sur un même territoire. La commerce extérieur doit alors se faire sur la base d'échange de biens et de services. Le principe de fonctionnement est le même que pour un crédit. Su-

vant des critères établis sur une base démocratique, chacun bénéficie d'une somme sur un compte pour payer ses achats. Ceux-ci sont directement soustraits de ce que l'on peut appeler un «avoir disponible». On supprime ainsi les intérêts de remboursements. Mais l'argent n'est pas transféré sur le compte du vendeur qui, lui aussi, a une somme allouée sur un compte et préalablement définie. L'argent ne circule pas et ne sert qu'une fois. On ne peut ni le créer ni le prêter, ni l'y a pas de place pour la spéculation.

### L'établissement des prix

La monnaie distributive correspond à une valeur réelle, à savoir les richesses qu'elle permet d'acheter. Son émission se fait au rythme de la production pour que sa masse équilibre les biens et services mis en vente. Il reste donc le problème de l'établissement des prix des marchandises et des services. Actuellement, les prix sont fixés de manière à obtenir un rapport le plus important possible au profit des producteurs et des actionnaires. Dans une économie distributive, la proposition est d'établir les prix sur des critères démocratiques. Ils ne seront pas établis en fonction, seulement, du coût de la main d'œuvre, des fournitures et des moyens de production. Ils dépendront aussi du choix de ces moyens, en tenant compte de l'impact de la production sur l'environnement, la santé, la gestion des ressources renouvelables et le recyclage des outils de production.

### Une toute autre philosophie

Dans l'économie distributive, seul un organisme officiel, suivant des règles soumises au débat public, peut répartir la masse monétaire entre, d'une part, le fonctionnement des services publics, d'autre part les investissements décaisés, et enfin, les comptes individuels. Le pouvoir politique retrouve la responsabilité de la création et de la distribution de la monnaie. Ce système peut garantir à chaque citoyen un revenu décent en contrepartie de l'accomplissement de tâches indispensables. Il s'agit donc de passer, avec chaque citoyen, un contrat qui définit ces tâches, qui peuvent être évolutives, en supprimant la notion de contrainte. On ne comptabilisera plus l'homme au même niveau que le moyen de production comme c'est le cas actuellement. La priorité est à l'épanouissement de l'être humain.

Dossier réalisé par Nat - Extrait de «Ekalta», n° 707

Le dossier sur les monnaies plurielles a été constitué sur les résultats d'un séminaire organisé par la revue Transversales. Ces travaux ont été rapportés dans le numéro 58, des mois de juillet et août.

### Bibliographie

- Les monnaies parallèles, de J. Blanc, à paraître aux éditions l'Harmattan.
- La monnaie souveraine, de J. Blanc, aux éditions Odile Jacob.
- L'ordre économique actuel de Silvio Gesell.
- La grande relève des hommes par la machine, de J. Duboin, aux éditions Fuster.
- L'économie politique de l'abondance, de J. Duboin, aux éditions LeLis.
- A lire également le numéro 246-247 de la revue «Science et la fascicule Construire la société du troisième type sur les ruines du collectivisme et du capitalisme que l'on peut obtenir auprès du PPAAS, 20 rue Toulouse-Lautrec, 78280 Guyancourt.

L'appel Asambles qu'Emgann a initié en décembre dernier pour permettre de créer les conditions favorables à la mise en place d'une plateforme électorale large, regroupant tous ceux qui pensent qu'il existe un peuple breton et qu'il a des droits sur des bases progressistes, rencontre un certain succès. Nous publions dans le prochain numéro de Combat Breton la liste des derniers signataires. Certains n'ont pas attendu un tel appel pour préparer les municipales et les cantonales de 2001 : à Vannes, un groupe de militants (la majorité d'entre eux étant non encartés) anime un espace de débat allant dans ce sens. Nous leur donnons ce mois-ci la parole, en espérant qu'une telle initiative en inspirera d'autres.

## Le forum Breizh 2001 à Vannes

Un espoir vannetais : nous revenons de loin...

Si l'on tentait de faire la géographie du mouvement breton, autrement dit la répartition de ses militants sur le territoire breton, il y a fort à parier que Vannes et sa région seraient oubliées. Vannes a toujours laissé l'image d'une ville bourgeoise, administrative, française, où les problèmes sociaux n'existent pas. Autant dire d'emblée que c'est une réalité qui en cache bien d'autres. C'est l'arbre, et pas des moindres, qui cache la forêt : une forêt renouvelée qui attend de voir disparaître un vieil arbre au cœur pourri. Fief de droite conservatrice française portant encore l'empreinte de Marcellin, un symbole pour nous de la répression et de la négation de notre peuple, la population est encore largement sous l'emprise de piliers de la politique parisienne et jacobine. Ces politiciens ne sont pas nés de rien et, sans faire l'histoire politique de notre ville, il est nécessaire de souligner simplement que c'est tout un système qui leur a profité à Vannes et un contexte qu'ils cultivent. Ils ont nourri leur pouvoir local en développant à outrance le secteur tertiaire, en faisant dépendre la population de l'administration civile et militaire et par ce biais, écarté ou volontairement ignoré tout un pan des secteurs vannetais en crise. Notre ville devient parallèlement une cité de flics, de bidasses, qui ne dérangent pas la tranquillité du vannetais bien installé. Les autres n'ont qu'à se taire ou partir !

Pourtant, il y a une vitalité dans cette ville jeune qui ne demande qu'à s'exprimer. Pas étonnant donc si les associations marchent bien malgré le manque de subventions.

Pourquoi n'y a-t-il guère de changement alors ? Les gens s'y sont habitués certainement, et pourtant la vie politique vannetaise ne manque pas d'agitation, c'est une évidence. En fait, au-delà de ces considérations, on observe une nébuleuse immuable d'individus de

diverses sensibilités tenant fermement les points stratégiques de la ville. Les loups ne se mangent pas entre eux. Les principaux partis français font corps, comme souvent au plus haut niveau de l'Etat. En fin de compte, il existe un semblant de vie politique sur des discussions stériles et des coups bas entre personnes plus qu'entre partis. Ils ont toujours su parler d'une seule voix pour briser toute initiative susceptible d'éveiller la conscience bretonne, de contribuer à notre émancipation.

La culture vannetaise est étouffée mais n'en reste pas moins forte. Nous pouvons citer un seul exemple, celui de Diwan et des classes bilingues de Vannes et de sa périphérie dont les effectifs connaissent une croissance des plus élevées en Bretagne.

Pour sortir de cette impasse, nous sommes parvenus à nous regrouper dans une perspective électorale. Nous devons beaucoup au travail militant des associations. A l'œuvre, on connaît l'ouvrier ; à force d'aller dans le même sens et tout en connaissant nos différences, nous pouvions en toute confiance marcher ensemble. Breizh 2001 est la première initiative structurée à Vannes permettant d'élaborer une liste. Le temps est venu de construire sur place notre avenir sans attendre de quelconque réforme ou statut particulier de la part de l'Etat. Nous aurons plus de facilités à montrer l'exemple au niveau des municipalités.

### Le Forum Breizh 2001 : une véritable liste bretonne

Le Forum Breizh n'est pas un nouveau parti politique breton. Ses objectifs définis n'ont comme seul but de contribuer ou de constituer un mouvement social et politique breton fédérateur capable de s'inscrire dans une perspective électorale.

Tous convaincus qu'il faut inventer un nouveau modèle de développement

durable et solidaire avec les autres peuples d'Europe, il est grand temps de susciter l'émergence d'une classe politique nouvelle, qui croit en elle-même, et qui est en mesure d'adopter de nouveaux comportements politiques. Réunir des femmes et des hommes pour qui l'essentiel est l'avenir de leur pays dans une perspective européenne et fédérale, et non le développement de Paris dans un cadre centralisé et jacobin, et non dans une Europe du fro s'éloignant des préoccupations des travailleurs et encourageant la paupérisation de régions et de franges entières de la population. Trois points principaux nous rattachent : assurer la représentation de la Bretagne au niveau international ; permettre le développement durable au plan écologique ; lutter pour le droit de vivre et de travailler au pays, et contre la précarité et l'exclusion.

Pour les élections municipales vannetaises, nous présenterons une liste indépendante de tout parti et organisation. Chaque individu adhère au forum à titre individuel, quels que soient ses engagements militants par ailleurs (politique, associatif, culturel, syndical) et ne représente que lui-même. Seule condition, les participants ne sont adhérents d'aucun parti dirigé de Paris. En toute logique, nous nous interdisons toute alliance avec les partis hexagonaux.

4 commissions ont travaillé à l'élaboration du programme :

- économique et sociale,
- culture et éducation,
- environnement,
- «pays» : aménagement, transports...

Le Forum Breizh 2001-Gwened sera donc bien présent aux municipales de 2001 dans les communes du pays de Vannes avec un projet alternatif vannetais. Nous adoptons d'ores et déjà un langage de vérité sans peur de déranger, sans dogmatisme, sans blocage idéologique et des réponses concrètes aux problèmes du pays de Vannes.

### Nous prenons régulièrement position

Les membres du Forum Gwened travaillent sur plusieurs dossiers et s'expriment régulièrement par des réunions ou par des conférences de presse sur des sujets tabous de la cité vannetaise. Pour ne citer que le travail de la commission environnement, nous avons pris position sur le contournement Nord de l'agglomération par une nouvelle voie rapide au détriment de l'environnement et des résidents, s'avérant moins efficace et plus coûteuse que l'aménagement de la N165 ; le projet de parc régional du Golfe ; un centre de retraitement des déchets et la future usine d'incinération ; la marée noire et la responsabilité de l'Etat, etc.

Nous avons mûrement réfléchi aux problèmes de Vannes avant de proposer des solutions réalisables et chaque commission apporte régulièrement un point de vue susceptible de déranger les représentants des grands partis en place. Un gros travail de terrain est autrement primordial, avec les acteurs de la vie citadine. En organisant des réunions de quartier, il s'agit de créer le programme des vannetais avec les Vannetais. Dans ce cadre, la commission économique et sociale est un gros morceau sur lequel nous planchons.

### Participer au forum

Le Forum Breizh 2001 Gwened existe officiellement sous la forme d'une association loi 1901, depuis le 4 décembre 1999 (date de publication au J.O.). Ses responsables élus sont Lionel Giaroncali, président, Jean-Jacques Paga, secrétaire, Ann-Liz Deléon, trésorière.

Nous avons vu plus haut les conditions d'adhésion du Forum Breizh 2001-Gwened : ne pas appartenir à un parti hexagonal, accepter de venir en tant qu'individu et non au nom d'un parti. Toute personne qui partage nos idées et qui habite Gwened, peut se proposer pour figurer sur la liste. Il n'est pas nécessaire de s'inscrire aux commissions, ni d'être présent aux réunions mensuelles du forum.

Dans un premier temps nous mettrons sur pied l'ébauche d'une liste de 45 noms (22 ou 23 femmes / 23 ou 23 hommes). Vous habitez Vannes, n'hésitez pas à vous inscrire. La liste est déjà composée d'une trentaine de noms.

Contact : Jean-Luc Pillet, 8 stradae Pierre Loti, 56000 Gwened. Pgz : 02.97.46.09.10.

Bertram DELEON

## Unvanomp diouzhtu !

D'ar mare-mañ e vez kaozet kalz diwar an unvaniezh. O selouo ouzh pennoù bras an Emsav, un dra nevez eo. Met abaoe pell e vez kaozet diwar an dra-se. Skouerioù etre re all :

- abaoe 1989 ez embann Emgann pemp kinnig diazev evit dazont pobl Vreizh. Abaoe unneg vloaz ne oa ket tu d'en emgav ha lakaat ar pouez war an traoù hag a rankomp gounit evit gwir ?

- evit mouezhiadegoù rannvro 1992 e oa bet kinniget listennoù «Pobl Vreizh, ur Bobl en Europa». Bez'e oa Frankiz Breizh, UDB, POBL hag Emgann o kemer perzh. Goude mouezhiadegoù-se ha re Europa war-lec'h, n'etra ken. War a-seblant, n'eus bet den ebet evit krediñ kerderezh labour, a gevret ha sirius evit ur wech, e lec'h en em dagañ e giz boaz.

- evit mouezhiadegoù rannvro 1998, e oa bet UDB hec'h unan o stourm. Gwellet hon eus mat an disoc'h.

Pet votadeg gollit ? Pet kevredad gat an enebour gall ? Hag ouzhpenn-se, pet brezhoneger/ez aet d'an anaon ? Pet skoliad/ez ha n'eus ket gellit deskiñ (h'e yezh, ha dreistholl en (h'e yezh) ? Pet labourer/ez skarzhet kuit eus (h'e labour) ? Pet den/plac'h yaouank, diplom bet tapet gantañ/ganti divroet da Bariz pe da Lyons ?

Ma sellit ouzh pobloù all o stourm, e c'hellit gwelst, e broadoù Stad-Spagn dreistholl, a-goste strolladoù politikel, strolladoù oc'h evit war-dro rannadoù ar gevredigezh en ur embann kinnigoù ha mennozhioù broadelour, da lavaret eo sevel un Emsav a Zieubidigezh Vroadel foran ha ledan. Traoù zo bet graet amañ memestra met ped raktres dilezet ivez ? Petra 'eo deuet da vezañ «Galv ar Mili» (sinet em eus, met ne gasin ket a-raok gouzout petra'vo graet gantañ) ?

Ha Kelc'hioù Arbcollouriezh Breizh, petra int deuet da vezañ ? Ha petra a ra SAB bremañ ? Ha ne gaozan ket eus sinadegoù sinet evit netra, emglevioù ha n'o deus servijet da netra, promesaoù ha n'int ket bet dalc'het ... N'eo ket evit tagañ pe bismigañ al lizher-mañ, met ur skrid gwiriañ eo.

Pep tra a zo pe a zo be : stourm kuzh (FLB,ARB), strollad où politikel evit Breizh emren pe dizalc'h, nac'hañ sentiñ (MIB), «emrenadur» (RAB), stourm ar plac'hed (Mec'hed ar Vro, Cholori ar Seizh Avel), a-enep faskouriezh hag etrevroadelouriezh (Breizh Etrvroadel), stourm yezhel (SAB), yaouankiz (Dazont, Yaouank), adsav sevenadurel ha deskadurezh bobiel (Ar Falz, Roudour), sindikaliezh a bep seurt (Dazont, A-Unan, Unvaniezh al Labourerien Vreizh), prederian (Al Lanv), keleier (Bremañ), ...

Memes ma ne c'hell den ebet ober war-dro pep tra, niver bihan ar re mennozhioù broadelour ganto (ataz ar memes re'vez gwelst o vanistif, er gouelioù, er c'hornioù teoù skozell evit pep seurt a stourm...) a aotre skignañ keleier, kenurzhiañ raktresoù, eskemm mennozhioù.

Ret eo kreñvaat ar strolladoù hag a vez bremañ, adsevel pe cheñch ar re 'zo bet didrouz, sorjal penaos sevel re nevez, ha dreistholl penaos en em unvanii, en em dostaat evit ober Asambles.

Poent eo stagañ, Bretoned ! Ma'z eo ret kemer perzh 'barzh ar votadegoù evit embann hon mennozhioù hag hon c'hinnigoù dirak hon Popl, ret eo sevel un Emsav wir, ha gounit he fias e buhez hon Popl.

Evit bezañ trec'h un deiz. A greiz kalon e kredan start.

Y.A.S.

## Pennad-kaoz gant Lena Louarn, renerez Bremañ «...Ugent vloaz war-lerc'h, n'eo ket echu ar stourm», emezi.

Ur bern tud avat e-touez lennerien Kazetenn Emgann a anavez Bremañ ar gelaouenn hollvrezhonek nemet o tont ingal er maez bep miz. Lidet e vo e penn kentañ miz Ebrel 20<sup>vet</sup> deiz-ha-bloaz ar gazetenn, kavet hon eus e oa un abeg mat evit mont da sevel goulennou ouzha Lena Louarn, ur Vreizhadez vrudet mat evit he mil oberiantiz da genver hor yezh vroadel hag hor sevenadur, hag a zo e-touez mil tra all atebeg war renerezh Bremañ.



### Neuze Lena, kont deomp pegoulz eo bet krouet Bremañ ?

Krouet eo bet Bremañ er bloavezh 1980. Ar soñj a oa deuet gant ur gevredigezh a rae war-dro dreist-holl kentelioù noz, e lec'h ma oa ur bac'had a dud yaouank, meur a gant ur mare-se. Ac'zet e veze gant ar gevredigezh-se (Skol an Emsav) epou a bep seurt, pas nemetken evit ar yezh met stajoù stummadur ar ar c'hleweled, ar radio, ar skingwel ha tout, ar soñj hor boa bet ivez e oa ur mank bras e Breizh, ur gazetenn a geleier e brezhoneg. Kalz a stourmoù kalet a oa d'ar mare-se ha dre-se hon eus neuze divizet krouiñ ur benveg kelaouiñ e brezhoneg, «Bremañ» a oa lesanvet «kazetenn ar stourmoù e Breizh». Un tregont bennak a dud o deus en em vodet evit se hag o deus divizet labourat bep daou viz e penn kentañ evit sevel ar gelaouenn. Lod oa aet d'en em lakaat war skridoù, ar re all war ar maketenniñ peogwir e oa d'ar c'houlz-se arzel-tre.

### Neuze, just a-walc'h penaos e veze graet ar gazetenn d'ar «Bremañ» en un doare modern-tre bremañ ?

He bah, d'ar mare-se hon devoa ur benveg-bizskrivañ oa anvet «olivet» hag e veze bizskrivet evel se d'ar c'hilometr hag e veze adlennet gant ur skipailh difaziañ. Bez e oaomp pennek-tre. Dibabet hon devoa lakaat da zont er maez ar

gazetenn kousto pe gousto evit derc'hel ouzha ar pezh hon doa divizet. Ha dav eo an zav n'eus ket bet morse dale ganeomp e korf ugent vloaz, nemet ur wezh... Pemp devezh ! Goude 'oa ret advizskriñ evel-just, o kolonneniñ, ha diwar ar c'holonennou-se ez aemp e ti ul luc'heiler, peogwir ne oa luc'heiler ebet ganeomp, hag e oa ret digreskiñ eus 80% evit ober gwir kolonnenou e-giz ar re a gaver e-barzh ur gazetenn. Ha war lec'h e-pad un dibenn sizhun leun, memes d'ar Sul da noz, 'oa ret rakvaketenniñ gant tammoù paper, re sisailh ha peg ha letreset. Leun a dud na ouzont ket mui petra eo al letreset, met ret oa deomp implijout an dra-se evit an titoloù, ha bep gwezh a vanke deomp kalz a lizherennou na implijet ket kalz en gallez evel ar «Z» pe an «H». Hir-tre e oa al labour. Labour a oa evit pemp pe c'hwec'h den e-pad daou zevezh ha div nozvezh.

### War niverenn diwezhañ «Bremañ» e lenner ur frazenn iskis «eus al letreset da internet», daoust ha talvezout a ra ul lec'hienn internet gouestlet da v/Bremañ ?

Ya, emaoomp o sevel al lec'hienn-se, kazi prest eo. Klasket hon eus ober un dra dedenus a-walc'h, brav ha kinniget «chic», labourer hon eus gant tud a vicher peogwir e felle deomp mont pelloc'h evit un taol esae. A-benn ar fin, c'hoant hon eus dedennañ ar muiañ posubl an dud

war-du ar Brezhoneg. Hag evit ma vije dedennet an dud gant ar Brezhoneg eo ret bezañ modern, brav hag a-vicher. Par d'ar pezh a gaver e lec'hioù all er bed, A-benn miz 'vo prest da vat tu 'vo mont da welladenniñ. Kinniget e vo ar gelaouenn evel-se, met ivez teulioù ha keleier berr-ha-berr ha na vezont ket kavet e-barzh «Bremañ».

### Ugent vloaz war-lec'h, pet lenner zo bep miz ?

Diwar an enklaskoù hon eus graet e soñjomp ez eus tro dro da 2 500/3 000 lenner. Met siwazh n'hon eus ket kement a goumanantoù ha se, daou c'hant bennak a dud a bren er stallioù, ha seizh kant koumanant hon eus hag e kavomp un tamm reuzeudig ar sifr-se, goude ugent vloaz mont en dro. Koulskoude e klaskomp bezañ liesseurt, ret eo derc'hel soñj e oa «Bremañ» da gentañ gazetenn ar stourmoù e Breizh hag eo deuet da vezañ ur gelaouenn ledanoc'h.

O komz e oas eus lakaat keleier berr ha fresk war al lec'hienn internet, met aze oc'h paket da genver ingalded ar gazetenn peogwir eo miziek. Sur a-walc'h e anavezez ar sizhunieg hollokitaneg «la Setmana», daoust d'ar c'hudennoù bras 'zo gant Oksitaniz ez int deuet a-benn da grouiñ ar benveg-se, n'oc'h ket o soñj mont war zu ur sizhunieg c'hw'i ivez ?

Emaoomp abaoe meur a vloaz war ar preder se, emodoù skipailh hon eus graet meur a-wezh, met merzet hon eus e oa ret kaout un implijad ouzhpenn a leun amzer da nebeutañ. Bez hon eus dija ur gazetennerezh leun amzer abaoe bloaz a ra ul labour spontus, Solenn Geor-gault an hini eo. Aet eo dija ar gazetenn war wellaat, peogwir ez a hi d'ober reportajoù, resisoc'h ha suroc'h eo an danvez a gaver d'ar c'houlz-mañ er gelaouenn. Ur sizhunieg na vije ket kinniget ken brav. Ouzhpenn e plij kalz d'an dud ar stumm magazin, diskouez un dra bennak 'bet e Brezhoneg gant keleier forinus a-walc'h diwar-benn ar bed ha pas Breizh nemetken. Ret 'vije kaout mil pemp kant koumananter evit gallet ober ur sizhunieg.

### Perak n'eus ket a bennad stur ?

Ha, gwir eo an dra-se, d'ur mare e oa bet ur gerig a-zivout un dar-



Koumanant !

«Bremañ» e 1983, pa oa gazetenn ar stourmoù e Breizh



voud bennak... Ur mennozh mat eo, santout a ran e vo ret komz eus se e-pad an emvod o tont.

E-penn kentañ 'oa lesanvet Bremañ «kazetenn ar stourmoù e Breizh», cheñchet he deus anv. E korf ugent vloaz ez eus bet cheñchamantoù bras er vro : ar goustiañs vreizhek zo aet war-raok, skeudenn ar Brezhoneg he deus cheñchet penn-da-benn... Koulskoude e kaver hiriv e-barzh ho kelaouenn pennadoù hon dije gallet lenn ugent vloaz zo. O sonjal emañ er pennadoù diwarbenn an nukleel, ar brizonidi... Ne gav ket dit e chom abegoù da stourm memes tra ?

Geo ! Penn da benn ! D'ar c'houlz-se e oa ret krouiñ un dra na oa ket ur gazetenn lennegel nag ur gazetenn bolitikel rik evel reoù ar strolladoù politikel, ret oa kaout ur benveg digor ha liesseurt, kavout a ra deomp ez omp deuet a-benn, peogwir hon eus lennerien a bep seurt. N'eus nemet daou pe dri o deus digoumanantet, dre ma oant feuket gant pennadoù zo a-zivout gwirioù an henvreizhidi pe ar Sida. Evit distreiñ d'ar goullenn gwir eo aet war-raok an emskiant sevenadurel ha yezhel. Mezh zo bet skarzhet diouzhus penn an dud pe dost, ar re yaouank o deus c'hoant kregiñ e-barzh. Met an emskiant vroadel, politikel ha chom izel c'hoazh. Setu perak n'eo ket echu ar stourm, evit gallet dibab er vro ar pezh zo mat evidomp.

E miz kerzu diwezhañ ho peus bet ar c'hañs da zegemer an DNAT e sez Bremañ evel Kazetenn Emgann ha Breizh Infos... Furchet ez eus bet en ho urzhiatarioù. Eus un tu all e vez taget alles ar re a ra war dro ar yezh, petra eo da soñj diwarbenn tout se ?

Anat eo e vezomp taget peogwir eo chalet tud zo ez afe war raok an emskiant vroadel, kroget e oa meur a vloaz, abaoe daou vloaz eo krisoc'h an tagadennoù ha resisoc'h ivez. Tud zo a zo taget peogwir e vezont e penn traoù zo. Eus un tu all ez a war gil an traoù da genver karta Europa ar yezhoù per ar skolioù Diwan. Met arabat stourm enep milinoù avel, ret eo derc'hel penn, arabat faziañ enebour. N'eus ket da gaout mezh eus ar pezh a reomp, arabat diskouez ez eomp chalet, n'eus netra da rebech ouzhip, ar pezh a c'houlennomp eo bevañ en hor bro, divizout evit hon dazont hag ober gant hor yezh bemdez !

Bremañ : renerezh/sekretouriezh 8 straed Hoche. 35000 Roazhon.  
Koumanantou : 02.99.38.75.83.  
(Pir 02.99.63.82.28)  
saebzh@wanadoo.fr

Skridaozerezh : 10 straed an naonediz. 35000 Roazhon.  
02.99.35.10.05. (Pir 02.99.35.03.32)  
lizhiri@breman.org.

Lec'hienn : www.breman.org

## Le courant autonomiste breton dans les années vingt

A la fin des années vingt, naît en Bretagne un mouvement original qui se veut de gauche et qui prend son inspiration dans le fédéralisme prouhonien.

Ce mouvement se crée progressivement. La plupart de ses membres ont débuté dans le mouvement régionaliste Unvaniezh Yaouankiz Vreiz créé en 1920 (dont l'organe de presse est Breiz Atao). Progressivement, ils prennent une orientation plus radicale et posent la question bretonne en terme de nation. Leur doctrine est plus incisive :

« La Bretagne n'est pas une province mais une nationalité  
- son intérêt est d'avoir une vie nationale et de se gouverner elle-même  
- son relèvement tant économique que intellectuel nécessite un Etat breton et un retour à l'héritage celtique ».

Le ton est donné et cette position ne tient plus avec un régionalisme timoré. Un pas est franchi en septembre 1927 lorsqu'ils s'affirment enfin autonomistes et fondent le Parti Autonomiste Breton. Dans ce mouvement on trouve des hommes comme M. Marchal, M. Mahamel (qui sera pour beaucoup dans la cause idéologique du mouvement), P. Lamour et des jeunes militants comme O. Mordrel ou F. Debeauvais. Leur idéologie prend corps avec le congrès de Châteaulin en août 1929. L'idéologie est résolument fédéraliste. Même s'ils réclament un Etat breton, ils restent dans le cadre français (pouvaient-ils aller plus loin à l'époque ?).

Ils ne sont en rien séparatistes. Cependant, leurs aspirations vont assez loin. L'Etat breton devra être souverain politiquement, ce qui inclut qu'il serait la source de la loi et son exécutif (pouvoir législatif et exécutif). Ainsi, comme ils le conçoivent, ce seraient les périphéries qui impulseraient vers le centre et non l'inverse. Dans cette optique, ils s'inspirent du fédéralisme prouhonien.

L'autonomie politique se veut à tous les échelons : la base doit être la commune, elle-même autonome, et entre l'Etat et la commune un échelon intermédiaire serait créé et se baserait sur les pays traditionnels.

Les pouvoirs de cet Etat breton seraient également économiques. La gestion de ces problèmes doit se faire également à ce niveau. Les autonomistes bretons vont se lancer dans la course aux élections. En 1930, ils présentent un candidat, G. Mazéas, dans la circonscription de Guingamp. La campagne est orchestrée par Breiz Atao :

« Le P.A.B. entre dans la bataille électorale. Pour la première fois depuis l'annexion de la Bretagne, un candidat breton s'élève contre le régime d'absurde oppression et de mort auquel notre pays est soumis ».

L'étiquette sous laquelle le mouvement se présente est volontairement neutre : « républicain fédéraliste ». En effet, l'élection a valeur de test, il ne faut pas effrayer l'électorat. Le programme est un mélange de fédéralisme, de nationalisme et d'idéologie de gauche.

frontières et la création d'une monnaie unique pour favoriser les échanges (ce qui est assez révolutionnaire à l'époque dans un contexte d'Etat-nation assez renfermés sur eux-mêmes).

Leur engagement n'est pas seulement idéologique. Ils vont tenter de l'appliquer sur le terrain. Ils vont créer le Comité Central des Minorités Nationales Françaises (C.C.M.N.F.). Ce mouvement s'est créé à la suite des contacts pris avec des autonomistes alsaciens (poursuivis pour atteinte à la sûreté de l'Etat en 1926). Ce comité voit le jour en septembre 1927. Il regroupe des Bretons, des Alsaciens, des Flamands et se met en contact avec les Irlandais et les Gallois.

Cette création place le mouvement breton à la tête du combat contre l'Etat jacobin français. Ils se réclament du fédéralisme et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : « Aux Etats modernes basés sur la force, renoués caducs par la croissance interdépendante économique du monde (...), (le C.C.M.N.F.) souhaite substituer une fédération des peuples ou chaîne nationalité pourra déterminer son propre statut politique ». L'arme ainsi créée est redoutable pour l'Etat jacobin français : pour la première fois, les minorités françaises font front commun contre leur oppresseur. Ils recherchent une audience internationale comme le prouve leur participation au congrès des minorités à Genève en 1930.

Concrètement, leur but est de se présenter aux élections, d'obtenir pour chaque minorité des représentants et ainsi faire éclater l'Etat jacobin de l'intérieur (les Alsaciens ont déjà une dizaine de députés). Seulement, ce comité et cette action est prématurée. En effet, à part les Alsaciens, les autres mouvements autonomistes sont récents et peu puissants. Leur action va être limitée, de plus le P.A.B., qui est le moteur de ce comité, va connaître des difficultés.

Dans leur volonté d'appliquer leur idéologie, les autonomistes bretons vont se lancer dans la course aux élections. En 1930, ils présentent un candidat, G. Mazéas, dans la circonscription de Guingamp. La campagne est orchestrée par Breiz Atao :

« Le P.A.B. entre dans la bataille électorale. Pour la première fois depuis l'annexion de la Bretagne, un candidat breton s'élève contre le régime d'absurde oppression et de mort auquel notre pays est soumis ».

L'étiquette sous laquelle le mouvement se présente est volontairement neutre : « républicain fédéraliste ». En effet, l'élection a valeur de test, il ne faut pas effrayer l'électorat. Le programme est un mélange de fédéralisme, de nationalisme et d'idéologie de gauche.

Ainsi par exemple, leur adversaire c'est l'Etat policier qui exploite et oppresse le travailleur breton. Si le discours semble marxiste, il n'est pas : cela reviendrait à dire qu'il n'y a pas d'opresseurs en Bretagne. Ils mènent en fait un combat d'une minorité contre un Etat oppresseur et non une lutte des classes. Le résultat de cette candidature sera une veste : 376 voix sur 16 777. Faut-il en conclure que les Bretons étaient contre l'idée fédérale ? Il serait hâtif de tirer cette conclusion. La campagne a été mal menée : ils ont eu un programme vaste à l'échelle bretonne et mondiale et ils manquent de projet pour les réalités concrètes de la circonscription.

Cependant, l'échec est là. Les caisses sont vides et les tiraillements au sein du mouvement vont s'accroître et apparaître au grand jour. En effet, l'ambiguïté autour du terme autonomiste était grande car l'union était recherchée. Deux courants s'opposent :

- les fédéralistes purs qui optent pour une réunion des régions autonomes et où la Bretagne est sur un pied d'égalité. Ce courant est représenté par M. Duhamel ou M. Marchal.

- les nationalistes. Ce sont les jeunes qui étaient au départ à l'U.Y.V. Leur maturité politique a progressé et ce qui compte le plus pour eux c'est la Bretagne : « le fédéralisme n'est qu'un moyen parmi d'autres de donner l'autonomie à la Bretagne et non un but en soi ». Ils optent de plus en plus pour l'indépendance (ce qui est une nouveauté en Bretagne).

L'affrontement des deux courants a lieu au congrès de Rennes en avril 31. Les fédéralistes l'emportent, mais l'âme n'y est plus. Le glas du P.A.B. sonne quelques mois plus tard au congrès de Guingamp (août).

La mort du P.A.B. met fin à une des plus intéressantes expériences politiques bretonnes de l'entre deux guerres. Une politique de parti résultant de gauche à et é appliquée dans un mouvement breton traditionnellement à droite. Le fédéralisme prouhonien a trouvé dans le mouvement breton un laboratoire d'application idéologique. Le mouvement fédéraliste se poursuivra avec la Ligue Fédéraliste Bretonne qui se situera dans la lignée du congrès de Châteaulin. Avec d'autres courants, ils formeront la gauche bretonne des années trente mais dont l'écho sera moins important.

H.Y.

1. Supplément à Breizh Atao n° 7, 1927.
2. Cité par S. Gras, dans la révolte des régions d'Europe occidentale, P.U.F., 1982.
3. Breizh Atao n° 84, janv. 1930, cité par A. Daniel, le mouvement breton, Maspéro, 1976.
4. Idem.

## Corse : le front du refus

La rencontre du jeudi 6 avril à Matignon n'a pas fait bouger les choses en ce qui concerne la Corse. On se souvient en effet que la motion (22 voix pour, 26 pour celle de Zuccarelli) soutenue entre autres par les élus de Corsica Nazione a été rejetée début mars par une coalition hétéroclite (droite, PS, radicaux de gauche, communistes) menée par Emile Zuccarelli, alors qu'il était encore ministre.

Cette situation montre que les jacobins sont également répartis sur l'ensemble de l'échiquier politique, et que droite et « gauche » savent se retrouver dès qu'il s'agit de former un front de refus face aux légitimes revendications du Peuple Corse. Lionel Jospin a par ailleurs évacué toute idée de consultation populaire (référendum) alors que cela était réclamé par certains des représentants corses qui avaient fait le déplacement à Matignon.

## Les années de plomb n'en finissent plus en Italie

La cour d'appel de Venise vient de confirmer le 24 janvier les condamnations antérieures d'Adriano Sofri, Ovidio Bompressi et Giorgio Pietrini à 22 ans de prison. Sofri a déjà passé 37 mois à la prison de Pise, et continue à se battre pour faire reconnaître son innocence. Ses deux camarades refusent quant à eux de retourner en prison, il semble qu'ils soient actuellement en fuite. Anciens dirigeants de Lotta Continua (1), ils sont accusés du meurtre du commissaire Celabresi (tenu responsable du meurtre de l'anarchiste Pinelli), assassiné le 17 mai 1972 à Milan.

L'accusation est uniquement basée sur le témoignage d'un repent tardif, Leonardo Martino, qui s'est autocoupé du meurtre, sur mandat de Lotta Continua. Les propos de Martino ont par ailleurs été démentis par la suite, soit par lui-même, soit par d'autres témoins. Il semble même qu'il ait été manipulé, voire payé par la police.

Alors que la justice italienne absout de nombreux politiciens (Andreotti, notamment), considérant que des témoignages de repentis ne sont pas suffisants, elle cherche à faire des trois anciens membres de Lotta Continua des bouc-émissaires des années de plomb, plus de vingt ans après les faits. Sofri, qui s'est donc constitué prisonnier (tout en refusant toute grâce présidentielle) a décidé de « faire de sa vie une protestation irréductible contre une condamnation honteusement injuste ».

Cette affaire montre que la justice aimerait prouver que Lotta Continua avait organisé une force militaire et clandestine, ce qui s'avère faux. Ce ne serait donc qu'un paravent destiné à cacher d'autres secrets et à maintenir, 20 ans après les faits, une législation qui se définit elle-même comme « exceptionnelle », et qui devrait être transitoire (2).

Cette réponse politico-judiciaire à une période de lutte exceptionnelle, ne semble donc servir qu'à protéger des « intérêts supérieurs » (rôle des services secrets et de groupuscules fascistes) et se traduit de la manière suivante : 120 condamnations à perpétuité, 300 condamnations à des peines de prison plus ou moins lourdes, et plus de 300 exils.

## El Ejido

Début février, la ville de El Ejido dans le sud de l'état espagnol était marquée par de violents progrès anti-immigrés. Les journaux espagnols ont eu besoin de 48 heures après le pogrom pour venir voir sur place les dégâts. Le dimanche 6 février dans leurs journaux, ils justifiaient ou sympathisaient, plus ou moins ouvertement, avec les manifestations racistes de El Ejido.

Le texte que nous reproduisons ci-après a été écrit par des Communistes Catalans. Il présente à nos yeux plusieurs intérêts, celui bien évidemment de dénoncer la xénophobie, de prouver que si l'extrême droite n'est pas au pouvoir ses idées sont bien vivantes. De plus ce texte fait le nécessaire lien entre antiracisme, anti-impérialisme et défense du droit à l'existence des peuples.

Il y a vingt ans, El Ejido était un de ces villages des plus pauvres d'Espagne. Aujourd'hui, c'est un des plus riches d'Europe grâce à ses cultures sous serre, 52 000 habitants, avec une bourgeoisie si puissamment développée qu'elle a construit un complexe touristique dans le style de Marbella. La richesse insulaire de El Ejido a comme base l'exploitation capitaliste de quelques 15 000 maghrébins, et autres africains et de latino-américains. La plupart sans papier, vivant de salaires de misère, dans des taudis sans eau ni lumière...

Le vieux racisme espagnol, fils de l'extermination et l'expulsion de l'état espagnol des juifs, des arabes et des conquêtes impériales et coloniales du Moyen-Age, reste latent dans une société bourgeoise qui, en moins d'un siècle, est passé de la lamentation de la perte de son vieil empire colonial à l'étape impérialiste actuelle.

Franco, par les armes, a jeté les bases pour une grande accumulation capitaliste, utilisant systématiquement la terreur contre la classe ouvrière et les masses travailleuses des villes et des campagnes. Aujourd'hui, cette bourgeoisie capitaliste exploite à nouveau l'Amérique Latine et étend ses tentacules partout dans le monde, alors que vient clandestinement l'état espagnol et dans leurs domaines, la main-d'œuvre bon marché pour faire les travaux durs et pénibles. Et c'est cette bourgeoisie impérialiste qui a cultivé de mille manières le racisme populaire pour maintenir les conditions de surexploitation de l'ouvrier et paysan immigrés, et les opposer aux travailleurs locaux.

Ce qui s'est passé pendant 3 jours et 3 nuits à El Ejido est l'expression très claire et très grave de cette politique raciste et fasciste... Les agressions criminelles et incendiaires qui ont eu lieu à El Ejido, et qui se sont étendues aux autres locali-

Pour plus d'information :

- Carlo GINZBURG « Le juge et l'historien », éditions Verdier.

- www.sofri.org

- Pétition de soutien : [http://home.worldnet.it/arnog/Repentis\\_Italia.html](http://home.worldnet.it/arnog/Repentis_Italia.html)

R. LE DU.

(1) Outre les Brigades Rouges, les principaux groupes d'extrême-gauche étaient Lotta Continua (1969-1978), Potere Operaio (1969-1973), Prima Linea (1976-1982). Par ailleurs, selon les statistiques du ministère italien de l'intérieur, 67,55% des violences commises entre 1968 et 1980 sont imputables à l'extrême-droite et 26,54% à l'extrême-gauche. Quant aux personnes victimes d'attentats, 150 sont imputées à l'extrême-droite et 84 à l'extrême-gauche.

(2) La loi Réale, du 22 mai 1975, donne à la police la prépondérance d'exercice sur la magistrature. Les perquisitions et les arrestations sont autorisées sans mandat d'un juge d'instruction, sur seul soupçon. Les interrogatoires ont lieu sans la présence d'un avocat. Le décret-loi Cossiga (15 décembre 1979) allonge quant à la détermination préventive pour actes de terrorisme et autorise les écoutes téléphoniques.

tés environnantes, sont un authentique pogrom nazi contre les ouvriers et paysans immigrés... Les journaux espagnols ont eu besoin de 48 heures après le pogrom pour venir voir sur place les dégâts. Le dimanche 6 février dans leurs journaux, ils justifiaient ou sympathisaient, plus ou moins ouvertement, avec les manifestations racistes de El Ejido.

Ceux et celles qui depuis plusieurs années déjà, de la droite et de la gauche démocratiques, attisaient l'ultranationalisme fasciste espagnol face aux justes revendications de souveraineté d'Euzkadi Herria (Peuple Basque) et de Catalogne, peuvent voir maintenant quel feu ils alimentaient. Aucun d'entre eux n'est innocent...

Que le prolétariat de tout l'état espagnol ne fasse pas le jeu de la bourgeoisie impérialiste et se solidaire fermement et efficacement avec ses frères et sœurs de classe, les travailleurs immigrés dont qu'ils viennent !

Communistes de Catalogne

## Bloody Sunday : l'armée britannique sur la sellette

Le Bloody Sunday a-t-il été planifié ? Vingt-huit ans après les faits, une mission d'enquête indépendante se penche en effet sur la manifestation du 30 janvier 1972 à Derry, où 14 manifestants avaient trouvé la mort.

La théorie selon laquelle l'armée n'avait fait que répondre à des tirs de manifestants armés semble en effet complètement fautive. Le quotidien « The Guardian » a ainsi révélé courant février le contenu d'un rapport secret de l'armée, selon lequel « les balles en plomb n'étaient pas assez efficaces contre les hooligans de Bogside (quartier de Derry) et que la meilleure solution pour limiter les incidents était de choisir les cibles désignées auparavant au milieu de la foule ». La chaîne privée Channel 4 a enfoncé le clou, en diffusant, le 27 mars, des enregistrements d'échanges entre soldats présents sur place au moment des faits. On y entend notamment un soldat dire à son supérieur : « Je vois le suspect mais il semble qu'il n'ait rien dans les mains ». Réponse : « Tuez-le ! » Ces documents se sont donc rajoutés à tous ceux que le rapport général Clark a recueillis après deux ans d'enquête.

Les audiences sont présidées par Lord Saville Of Newidgate, assisté de deux magistrats canadiens et néo-zélandais. Celle-ci pourrait durer deux ans, le temps d'ausculter 610 soldats, 720 civils, 30 journalistes, 20 officiers supérieurs de l'armée et 53 responsables de la RUC (Royal Ulster Constabulary, police nord-irlandaise). Les magistrats semblent décidés à faire toute la lumière sur cette affaire, comme le réclament depuis longtemps les proches de victimes.

Les audiences peuvent être consultées sur internet : [www.bloody-sunday-inquiry.org.uk](http://www.bloody-sunday-inquiry.org.uk)

R. LE DU

Euskadi Procès d'exception

Un disparu, un militant condamné à passer sa vie à perpétuité dans un fauillet roulant, 20 ans et 15 ans de prison, voilà le résultat du procès dit de «de LEON».

L'Espagne réprime, la France extrade

Le prisonnier politique basque Mikel Gil Cervera a été extradé par la France vers l'Espagne le lundi 10 avril 2000. Il était réfugié en Bretagne lorsqu'il a été arrêté le 5 juin 1992.

Un site internet espagnol antitorture obligé de fermer

A cause d'une loi sur la protection des données personnelles, le site de l'association espagnole contre la torture a dû fermer ses pages.

S'insoumettre à l'armée, à l'Etat français

L'armée française est en voie de professionnalisme. Une loi d'octobre 1997 met fin au service militaire de dix mois mais crée à la place le «Rendez-vous Citoyen».

A lire

Puxa: un hebdomadaire d'informations entièrement rédigé en Occitan. Depuis 251 numéros, les Occitans peuvent lire dans leurs langues des informations générales, internationales, locales.

Agenda

Ter mai: rassemblement à l'appel d'Emgann Naoned, 10h30, place royale à Nantes, pour la journée internationale des travailleurs.

Bonnes lectures

Le numéro 4 de «La Chénit / An Disurz» est sorti. Ce «journal alternatif breton» est fait par les étudiants de DAZONT-Brest et il est gratuit.

LANGIDIG Gouel Dastum Bro Ereg

Samedi 29 avril 15h. Randonnée Chantée / 18h. Apéro-Contes

INTERACTIV'NOZ Loerou Ruz - An Diaoul ha Peder Kanerion Pleugner - Dastumerion Knolleron Mourey - M'hedi Traouez Ruzerion Traouez - Trouzeuzion N. Le Buhé / C. Rivolain

Dimanche 30 avril 15h: Théâtre Populaire en Breton «Troou kamm Scapin» (les fourberies de Scapin de Molière) par la troupe «Choarvati»

2ème salon des bières bretonnes

■ Samedi 29 avril 2000 10h: Ouverture du salon - Entrée 20F 18h: Apéro concert: Loergan 19h-21h: Repas sur réservation 22h: Fermeture du salon

■ Dimanche 30 avril 2000 12h: Ouverture du salon - Entrée 20F Animations 19h: Fermeture du salon 19h-21h: Repas sur réservation

21h: Fest-Noz - Entrée 40F avec Lefur-Leray, Bombouz, Talor

Pendant le salon Dégustation des différents produits proposés par les 15 brasseries bretonnes Accueil, échanges des collectionneurs Expositions: Infante, bière Restauration possible pendant le salon

Fest-noz des Collectifs du Trégor contre l'enfouissement des déchets radioactifs - Plouaret, le vendredi 21 avril 2000

Ya evit an AN-DRO - Nann evit an A.N.D.R.A. Les Collectifs du Trégor contre l'enfouissement des déchets radioactifs organiseront un grand Fest-noz de soutien à Plouaret (22 - près de Lannion) le vendredi 21 avril 2000.

Diwan a zo o klask

Evit sez ar gevredigezh e Landerne: - Ur sekretour(ez) renerzh leun amzer: live BTS sekretour(ez) renerzh, 5 bloaz skiant-prenet.

Les Ares Kewenn

Grand concert Fest'Yves le 19 mai, avec:

Annie Ebrat, Kristen Noguez, Jean-Michel Veillon, Yvon Riou, Jean-Luc Thomas, Pierrick Tardivel, Soig Sberri, Alain Genty, Karl Gourio, Patrick Molard, Jacky Molard, Dominique Molard, Christian Le Maître, Jamie Mc Menemy, Moal-Chaplain, Jean Baron, Christian Anneix, Pierrick Lamou, Franck Le Blias, Patrick Lefebvre, Christian Rivolain.

A lire

ABRENTE: c'est le nom de la revue de l'organisation Primera Linha (MLN), une des composantes avec AMI (Assemblée des jeunes pour l'indépendance) et FPG (Front populaire galicien) de la gauche indépendantiste Unie.

Emgann entretient de bonnes relations avec ces trois groupes plutôt qu'avec le Bloc National de Galice (BNG) pour une raison très simple, il existait en Galice une organisation armée indépendantiste aujourd'hui désactivée (l'armée guêrillero du peuple Galicien Libre EGPG) poussiers de leurs militants (près d'une douzaine) croquisés encore dans les prisons espagnoles.

La revue de Primera Linha est trimestrielle, elle bénéficie d'une maquette superbe, et privilégie plutôt les textes de fonds et de réflexions. Au sommaire de ce n° 15 qui titre «Communisme ou chaos», des articles théoriques sur le transgénéral, l'indépendantisme Galicien aujourd'hui (tribune du FPG), la Tchétchénie, un appel à l'abstention pour les élections législatives, un article sur la territorialité et la construction nationale.

Pleyben: création d'une école bilingue français-breton

Un projet de création d'une école bilingue Diwan est lancé dans le canton de Pleyben. Avec 12 enfants inscrits, une classe maternelle laïque, gratuite et ouverte à tous pourrait ouvrir ses portes bientôt.

Ti feurm Kerlialan - Blaz ar vro

Sevel (sead) egolag hag hengounel, gouennou kzh aus Breizh. Kig yer: «kougoug bro Roazhon». Bep sadom dre goumanant. Kig mozh: doare keliek «Porchell gwann ar chornog». D'drochet dre dammoù Pastez, kig saki. Kig leue: «Sout breizh gwenn ha du». Savet er-maez gant e vamm. Kig gan: «D'arvad lannher breizh».

Annonces

L'association KELCH SEVENADUREL GWENED organisera cette année un cycle de conférences. 2 conférences auront lieu au Palais des Arts de Vannes au mois d'avril.

le lundi 17 avril à 21h: «Les dons et pouvoirs en Cornouaille» par Mona Bouseg; à l'heure actuelle, les gens ont encore recours à des pratiques ancestrales.

Contact: 02.97.42.67.00.

le 1er mai, l'association de poésie, L'Echappée Belle et Bemdez, association culturelle bretonne, proposent une randonnée en poésie dans le pays de Baud sur le thème de la tradition vivante Brank, Ma, la branche de Mai. Le 1er mai, renouvellement de la nature selon la tradition celtique, symbolisée par la branche de mai dans le pays des landes de Lanvaux, est attribué aussi aux luttes ouvrières. Renouvellement de la nature et reveil social semblent synonymes.

La journée s'organise comme suit: randonnée poétique le matin animée entre autre par le poète Yann ar Bleveg. Pique-nique le midi (sous abri si le temps est mauvais). Visite du site du Maner Gwenn à Gwennin (Guenn) et textes autour des luttes ouvrières par Jean Potier, poète. Au cours de cette journée, les mélodes vanneses du chanteur Jir ar Chorn nous accompagneront. Cette rencontre est ouverte à tous. Vos textes, chansons et idées sont les bienvenus. Rendez-vous le matin à 10h, place de l'église à Kamorzh-Cannors (prevoir pique-nique). Possibilité d'être présent l'après-midi seulement à 14h30 au Maner Gwenn près de Baud-Baud. Contact: 02.97.46.59.42.

Les textes pour le prochain «Combat Breton» doivent arriver pour le 3 mai. Emgann - BP 71 22200 Gwengamp Cedex

# Kerzhadeg 2000 3<sup>de</sup> kerzhadeg evit Breizh dizalc'h

Montroulez - Gwengamp

• 22 ha 23 a viz Ebrel •

3<sup>eme</sup> marche pour l'indépendance



\* Pour une internationale des peuples en lutte

De nombreuses délégations internationales (Occitanie, Tahiti, Pays Basque, Pays de Galles, Asturies...) nous ont déjà accompagnés lors des précédentes marches. Cette année encore, des représentants des autres peuples en lutte nous rejoindront afin de nous faire partager leurs luttes et leurs espoirs. La solidarité internationale ne se décerne pas, elle se construit jour après jour face aux états et à leurs forces de répression.

### Economie et Histoire

Comme chaque année, la marche pour l'indépendance sera pour nous l'occasion de mettre en avant des thèmes particuliers. A savoir : l'économie et l'histoire.

\* Quelle économie pour une Bretagne indépendante ?

Les militants d'EMGANN se réclament d'un indépendantisme pragmatique. Nous ne pouvons donc pas éluder la question de l'économie. Les récentes mobilisations populaires (sommet de l'OMC à Seattle, forum de Davos) ont

démontré l'émergence d'une prise de conscience mondiale. La mondialisation, célébrée par les médias comme par les gouvernements de droite ou de gauche, n'est pas le paradis. Et ses effets néfastes se font de plus en plus sentir : précarisation généralisée, destruction de l'environnement, mise à l'écart de continents entiers (l'Afrique, par exemple).

Se battre pour une Bretagne indépendante, c'est aussi se battre pour imposer d'autres rapports économiques, basés sur la solidarité avec les plus démunis, en Bretagne et partout dans le monde. La loi du profit à outrance a fait son temps. La liberté n'est pas la liberté des marchands !



\* Histoire, identité et conscience nationale

Les militants d'EMGANN se réclament d'un indépendantisme pragmatique et ouvert. Dans cette optique, les Bretons doivent se réapproprier leur histoire, loin des clichés et des contre-vérités qui nous ont été imposés par l'état français. Notre pays est sous l'occupation directe de l'état français depuis 1532, et nos droits légitimes sont quotidiennement bafoués. Il ne s'agit pas pour nous de réécarter notre histoire, mais de la reconnaître et de la transmettre. Les peuples sans passé n'ont pas d'avenir !



Une année particulière

La marche aura cette année une dimension particulière. La fin de l'année 1999 a en effet été marquée par une forte répression en la Bretagne. De nombreux militants de notre mouvement ont été arrêtés et incarcérés à cause de leur engagement quotidien au service de la libération du peuple breton. Ce ne sont pourtant pas les méthodes barbouzardes de l'état français qui briseront le réveil breton.

Ni juges ni prisons n'arrêteront les Bretons !

Cette année aura aussi été marquée par la volonté des militants d'EMGANN d'unir les forces progressistes bretonnes. L'appel « Asambles » que nous avons lancé doit ainsi permettre de fédérer les énergies. A l'instar des plates-formes électorales lancées au Pays Basque (Abertzaleen Batasuna) et en Corse (Corsica Naziunale), nous devons rassembler ceux qui luttent pour une Bretagne plus libre et plus juste. Nul doute que la marche sera l'occasion d'en débattre.

Pratique : pour tout renseignement sur la marche :  
Emgann - BP 71 - 22200 GWENGAMP  
Et tout au long de la marche : 06 13 57 40 79

AMAN N'EO KET BRO-C'HALL ! BEVET BREIZH DIZALC'H !

Ici, c'est pas la France ! Vive l'indépendance !

ADKOMANANT - KOMANANT ● Réabonnement - Abonnement

150 L ar bloaz (evit Breizh hag ar broiou sujet d'ar stad c'hall) 170 L e lec'h all - Skoazell : 200 L da vihanañ  
150 F par an (pour la Bretagne et pays sous domination française) 170 F ailleurs - Soutien : 200 F minimum

Anv/Nom .....  
Raganv/Prénom .....  
Chomlec'h/Adresse .....

Da gas da/A envoyer à : EMGANN, BP 71 - 22202 GWENGAMP CEDEX

Notre fax : 02.96.44.09.24.

### Demandez le programme

■ La marche en pratique  
Rendez-vous dès le vendredi 21 avril, 20h30 à Morlaix. Débat sur l'économie avec de nombreux intervenants.

■ Le samedi 22, rassemblement dans le centre de Morlaix (devant la Manu, 10h00) Pique-nique à Langolvas (12h30). Départ ensuite à pied jusqu'au Ponthou (15 kilomètres de marche). Puis départ groupé jusqu'à Louargat (repas à 18h30) et rendez-vous à la salle Mille Clubs (20h30) pour le débat sur l'histoire de la Bretagne.

■ Le dimanche 23, départ de Louargat (11h) et marche jusqu'à Guingamp (15 kilomètres). Meeting et repas à partir de 18 heures, salle polyvalente de Plouisy.

■ Tout au long de la marche  
voiture-haloi, possibilité de se restaurer, pharmacie... Le soir, camping (amenez vos tentes). Pour tout hébergement en dur : Office du tourisme de Belle-Isle-en-Terre (02 96 43 01 71) ou Mairie de Louargat (02 96 43 12 35)



# Salon des Bières Bretonnes

Salonñs Bieroñ Breizh

Nantes • Naoned

29 • 30  
Avril • Ebrel  
2000

Salons Mauduit

Rue • Straed : Arsène Leloup

Une organisation

Agence Culturelle Bretonne • Enez Du • War-Sav  
Dans le cadre des Chemins de l'Atlantique

  
NANTES

